

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Président du Sénat, le 22 mai 1996, d'une demande d'avis sur une proposition de loi "modifiant la loi provinciale" (Doc. parl., Sénat, n° 1-236/7), a donné le 15 juillet 1996 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 22 mei 1996 door de Voorzitter van de Senaat verzocht hem van advies te dienen over een voorstel van wet "tot wijziging van de provinciewet" (Gedr. St. Senaat, nr. 1-236/7), heeft op 15 juli 1996 het volgend advies gegeven :

Observation préalable.

La proposition de loi soumise à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat ne répond pas aux exigences essentielles de la légistique formelle.

Ainsi, aucune phrase liminaire n'a été insérée dans la proposition. Il est dès lors difficile de cerner exactement la portée de la modification. En réalité, la proposition comprend à la fois des dispositions actuelles de la loi provinciale du 30 avril 1836 et des dispositions modificatives.

Conformément à l'article 2 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation doit se limiter à rendre un avis motivé sur les textes des propositions de loi et des amendements à ces propositions. Il ne lui appartient donc pas d'étendre sa compétence d'avis aux dispositions actuelles de la loi provinciale qui restent inchangées.

Il conviendrait en conséquence, de réadapter le texte de la proposition en ne maintenant que les dispositions qui modifient, insèrent, remplacent ou abrogent certains articles de la loi provinciale, en y intégrant les phrases liminaires d'usage.

La numérotation des articles et la division de la proposition en titres et chapitres doivent être fondamentalement revues compte tenu de ce qui précède.

.../...

Il résulte également de la proposition que certaines dispositions de la loi provinciale sont reproduites sous un autre titre que celui qui les contient actuellement. En opérant, un réaménagement du texte de la loi provinciale, en dehors du cadre d'une coordination, ou d'une codification, l'on modifie implicitement d'autres textes normatifs qui font expressément référence aux dispositions de la dite loi.

Il conviendrait donc, d'un point de vue légistique et dans un souci de sécurité juridique, de s'en tenir à la numérotation actuelle de la loi provinciale.

Examen du projet.

Intitulé.

Il conviendrait de compléter l'intitulé de la manière suivante :

"proposition de loi modifiant la loi provinciale du 30 avril 1836".

Dispositif.

Article 1er (nouveau).

Il conviendrait d'insérer un article 1er déterminant, conformément à l'article 83 de la Constitution, la qualification de la proposition.

.../...

Il pourrait être rédigé comme suit :

"Article 1er. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution".

La numérotation de la proposition doit être adaptée en conséquence.

Article 1er (devenant l'article 2).

L'article en projet sera rédigé comme suit :

"Art. 2. Dans l'article 1er de la loi provinciale du 30 avril 1836, les mots "et un commissaire du gouvernement". sont remplacés par les mots "une députation permanente et un gouverneur".

Article 1er bis.

L'article 1er bis de la proposition reproduit l'article 1er bis de la loi provinciale sans lui apporter la moindre modification. Il convient en conséquence, d'omettre cette disposition de la proposition.

.../...

Article 2.

L'article 2 de la proposition doit également être omis. Il reproduit en effet, l'article 2 de la loi provinciale sans y apporter de modifications.

Article 2bis (devenant l'article 3).

1. L'article 2bis de la proposition s'inspire de l'article 12bis de la nouvelle loi communale et a été suggéré par la proposition de loi n° 1-163/1. Cette disposition devrait être insérée à la fin du chapitre premier du Titre VI de la loi provinciale. Les articles 61 et suivants concernent plus particulièrement le statut du conseiller provincial.

2. Dans son avis n° L. 22.501/2 (1), la section de législation du Conseil d'Etat a fait remarquer, à propos de l'article 12bis de la nouvelle loi communale que la "personne de confiance" doit comme le conseiller, prêter le serment constitutionnel.

Il convient en conséquence d'apporter des modifications à la loi du 1er juillet 1860 qui consacre la formule de prestation de serment pour les conseillers provinciaux et les membres de la députation permanente.

(1) Doc. parl. Sénat, session 1992-1993, n° 851-1.

L'article 1er de cette loi sera modifié comme suit :

"Article 1er. Les conseillers provinciaux, les personnes de confiance visées à l'article 63bis de la loi provinciale du 30 avril 1836 ...".

L'article 2 de la même loi sera modifié comme suit :

"Art. 2. Ce serment sera prêté, en séance publique, par les conseillers provinciaux, par les personnes de confiance visées à l'article 63bis de la loi provinciale du 30 avril 1836, entre les mains du président du conseil provincial ...".

Les modifications relatives à la loi du 1er juillet 1860, précitée pourraient apparaître dans une disposition finale de la proposition.

3. La phrase liminaire sera rédigée comme suit :

"Art. 3. Un article 63bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :".

Article 2ter (devenant l'article 4).

1. L'article 2ter de la proposition s'inspire de l'article 11 de la nouvelle loi communale.

.../...

Cette disposition devrait également être insérée à la fin du chapitre premier du Titre VI de la loi provinciale.

2. A l'alinéa 3 de l'article 2ter, il convient de préciser la date de la loi électorale provinciale et de mentionner son intitulé exact. On écrira :

"... à l'article 21, § 2, de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales ...".

3. La phrase liminaire sera rédigée comme suit :

"Art. 4. Un article 63ter, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :".

Article 3.

L'article 3 de la proposition doit être omis. Il ne modifie en rien l'article 3 actuel de la loi provinciale.

Article 4.

L'article 4 de la proposition abroge l'article 4 de la loi provinciale. Cette dernière disposition a été scindée entre les articles 119 et 130 de la proposition.

.../...

Dans un souci de sécurité juridique, comme rappelé dans l'observation préalable, il est préférable de maintenir la numérotation actuelle de la loi provinciale.

En tout état de cause, selon les règles de légistique formelle, les dispositions abrogatoires doivent apparaître à la fin de la proposition, avant les dispositions transitoires et l'article de mise en vigueur.

Articles 5 et 5bis de la loi provinciale.

L'article 5 de la loi provinciale est déplacé à l'article 140bis de la proposition et l'article 5bis, à l'article 129bis de la proposition. Il est ici aussi fait référence à l'observation préalable.

Titre II - V.

Articles 6 à 41.

La mention que les Titres II à V et les articles 6 à 41 sont abrogés, doit être omise de la proposition. Ces abrogations apparaissent déjà dans le texte actuel de la loi provinciale.

.../...

Article 42.

L'article 42 de la proposition repris dans le chapitre premier du Titre VI doit être omis.

Article 43.

Il ne s'agit pas d'une disposition modificative, mais bien d'une disposition actuelle de la loi provinciale qui a déjà été abrogée.

Article 44 (devenant l'article 5).

L'article 44 de la proposition apporte des modifications à l'article 44 de la loi provinciale.

L'article sera rédigé comme suit :

"Art. 5. A l'article 44 de la même loi, modifié par la loi du 6 janvier 1984, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° l'alinéa 1er est complété comme suit : "... et au moins une fois par mois";
- 2° entre l'alinéa 1er et l'alinéa 2, il est inséré un nouvel alinéa, rédigé comme suit :

"Cette obligation ne s'applique pas aux mois de juillet et août".

.../...

3º un nouvel alinéa rédigé comme suit, est inséré in fine :

"Le président est également tenu de convoquer le conseil à la demande de la députation permanente aux jour et heure indiqués, avec l'ordre du jour proposé".

Articles 45 et 46.

Il n'y a pas lieu de faire mention de ces articles dans la proposition, ceux-ci étant déjà abrogés dans la loi provinciale.

Article 47 (devenant l'article 6).

1. Les alinéas 2 et 3 de l'article 47 de la proposition s'inspirent de l'article 90 de la nouvelle loi communale.

Il convient d'harmoniser la terminologie entre le 1er et le 2ème alinéa, et d'écrire à l'alinéa 2 : "prendre une décision quelque soit ...".

2. A l'alinéa 3, les termes "sans préjudice des dispositions de l'article 57", sont inutiles et doivent être omis.

.../...

3. Il convient de rédiger la phrase liminaire comme suit :

"Art. 6. L'article 47 de la même loi, modifié par la loi du 27 mai 1975, est complété par les alinéas suivants :".

Article 48.

Cette mention doit être omise dans la proposition, l'abrogation de cette disposition étant déjà intervenue.

Article 49 (devenant l'article 7).

1. Il convient de rédiger l'article comme suit :

"Art. 7. A l'article 49 de la même loi, modifié par les lois des 6 janvier 1984 et 11 juillet 1994, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° dans l'alinéa 1er, les mots "sous la présidence de leur doyen d'âge, assisté des deux membres les moins âgés comme secrétaires" sont remplacés par les mots "sous la présidence du membre qui compte le plus d'ancienneté en qualité de conseiller provincial ou, en cas de parité, le plus âgé d'entre-eux, assisté des deux membres les plus jeunes comme secrétaires";

.../...

2° un nouvel alinéa est inséré entre les alinéas 1er et 2 :

"Toutefois, si le deuxième vendredi visé à l'alinéa premier est un jour férié, la réunion du nouveau conseil provincial est reportée au lundi qui suit".

2. Le dernier alinéa crée une incompatibilité entre les mandats de président, vice-président et membre du bureau du conseil provincial et celui de membre de la députation permanente.

Cette modification a été suggérée dans la proposition de loi n° 1-130/1, en son article 9 et se justifie par le souci de ne plus confondre les différentes fonctions exercées au sein des institutions provinciales. Une distinction claire doit être opérée entre d'une part, la députation permanente qui représente l'exécutif et d'autre part, le conseil provincial qui s'assimile en quelque sorte au "parlement" de la province.

Cette disposition est cependant redondante par rapport à l'article 101bis de la proposition qui instaure une suppléance pour le membre du conseil provincial qui devient membre de la députation permanente.

Par conséquent, le dernier alinéa de l'article 49 de la proposition peut être omis.

.../...

Article 50 (devenant l'article 8).

1. La division en paragraphes de cet article ne se justifie pas.

2. Les paragraphes 2 et 3 s'inspirent de l'article 120 de la nouvelle loi communale.

Toutefois, dans le cadre de cette dernière loi, les commissions mises en place par le conseil communal, ont pour mission de préparer les discussions de ce conseil. Or, dans le cas présent, elles ont une compétence d'avis. Il conviendrait, d'uniformiser la terminologie pour éviter des interprétations divergentes quant à la portée des missions de ces commissions.

La dernière phrase du paragraphe 2 est surabondante, compte tenu de l'incompatibilité visée à l'article 101bis de la proposition.

3. Le paragraphe 4 de l'article 50 de la proposition n'a pas le même objet que les paragraphes précédents.

Cette disposition s'inscrit dans le cadre d'une transparence de l'activité des institutions provinciales.

Toutefois, on ne voit pas la raison pour laquelle les habitants de la province "ont le droit de demander des explications sur les délibérations", alors qu'ils peuvent

.../...

poursuivre le même but en consultant le procès-verbal de ces délibérations ainsi que le rapport les concernant.

Le paragraphe 4 doit être omis, car son maintien laisserait à penser que les habitants de la province peuvent demander compte aux mandataires, ce qui ne peut se concevoir.

4. La phrase liminaire sera rédigée comme suit :

"Art. 8. L'article 50 de la même loi, modifié par la loi du 6 janvier 1984, est complété par les alinéas suivants :

(suit le texte des paragraphes 2 et 3 de l'article 50 de la proposition)".

Article 51 (devenant l'article 9).

L'article 51 de la proposition s'inspire des articles 93, 94 et 95 de la nouvelle loi communale.

La phrase liminaire sera rédigée comme suit :

"Art. 9. L'article 51 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :".

.../...

Article 52 (devenant l'article 10).

1. L'article 52 de la proposition s'inspire de l'article 100 de la nouvelle loi communale.

Les termes "sans préjudice de l'alinéa 4" ne se justifient pas dans le cas d'espèce étant donné que l'article 52 de la proposition ne contient pas un alinéa 4 équivalent à celui de l'article 100 de la nouvelle loi communale, lequel dispose que "seules les présentations de candidats, les nominations aux emplois, les mises en disponibilité, les suspensions préventives dans l'intérêt du service et les sanctions disciplinaires font l'objet d'un scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages".

Si le huis clos a été prévu à l'article 51, §§ 3 et 4 de la proposition, pour les séances du conseil provincial qui seraient consacrées à des questions touchant des individus, la proposition a cependant omis toute forme de scrutin secret dans ces hypothèses, sauf pour l'élection des députés permanents.

2. La phrase liminaire sera rédigée comme suit :

"Art. 10. L'article 52 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :".

.../...

Article 52bis.

L'article 52bis reproduit l'article 60 de la loi provinciale.

Comme il a été souligné dans l'observation préalable, il est souhaitable de ne pas modifier la numérotation de la loi provinciale.

Articles 53 et 54.

Ces articles doivent être omis, ils reproduisent les articles 53 et 54 de la loi provinciale, sans y apporter des modifications.

Article 55 (devenant l'article 11).

1. La phrase liminaire sera rédigée comme suit :

"Art. 11. L'article 55 de la même loi, modifié par les lois des 30 décembre 1887 et 27 mai 1975, est remplacé par la disposition suivante :".

2. La référence à l'article 130, § 3, dans l'alinéa 6, sera remplacée par une référence à l'article 119, alinéa 1er de la loi provinciale.

.../...

Article 56.

Cette disposition doit être omise de la proposition étant donné qu'elle reproduit l'article 56 de la loi provinciale, sans y apporter des modifications.

Article 56bis.

L'article 56bis de la proposition prévoit l'élaboration d'un rapport succinct des délibérations du conseil provincial.

Or, en vertu de l'article 119 de la loi provinciale, le greffier est tenu de rédiger le procès-verbal de chaque séance du conseil.

Ces deux documents risquent de faire double emploi. En outre, la force probante des rapports succincts n'est pas précisée alors que les procès-verbaux font foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 57 (devenant l'article 12).

1. L'article 57 de la proposition s'inspire des articles 87 et 97 de la nouvelle loi communale.

2. Le paragraphe 1er de l'article 57 de la proposition précise que "Sauf les cas d'urgence, la convocation se

.../...

fait par écrit et à domicile, au moins sept jours francs avant celui de la réunion ...".

Or, cette même disposition ne précise pas en cas d'urgence quelles seront les modalités à suivre pour l'envoi de la convocation, ni dans quel délai l'envoi aura lieu.

Il conviendrait de compléter le paragraphe 1er à cet égard.

3. La notion de "danger" visée au paragraphe 3 de cette disposition est floue et doit être précisée.

4. Le paragraphe 4 du même article dispose que toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au président de la députation permanente c'est-à-dire le gouverneur.

Compte tenu de la nouvelle logique qui prédomine la proposition, à savoir une séparation plus claire du conseil et de la députation permanente, il serait plus adéquat que les propositions étrangères à l'ordre du jour soient directement transmises au président du conseil.

5. Le dernier alinéa du paragraphe 4 suscite des problèmes d'interprétation.

.../...

A la lecture de l'article 44 de la proposition, il semble que le président du conseil provincial ait la maîtrise de l'ordre du jour du conseil.

Cependant, deux dérogations doivent être prises en considération. Ainsi, l'alinéa 4 du même article indique qu'à la demande d'un tiers des conseillers, le président est tenu de convoquer le conseil aux jour et heure indiqués avec l'ordre du jour proposé.

L'alinéa 5 réserve la même possibilité à la députation permanente.

Vu la formulation large de ce dernier alinéa, on peut s'interroger sur la portée du paragraphe 4 de l'article 57 de la proposition qui interdit, ce qui paraît évident, à un membre de la députation permanente de faire usage de la faculté prévue à l'alinéa précédent mais qui ne se prononce pas sur la possibilité, pour la députation permanente de faire usage d'une telle faculté.

6. La phrase liminaire sera rédigée comme suit :

"Art. 12. L'article 57 de la même loi, modifié par la loi du 6 janvier 1984, est remplacé par la disposition suivante :".

.../...

Article 57bis (devenant l'article 13).

1. La phrase liminaire sera rédigée comme suit :

"Art. 13. Un article 57bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi".

Cette disposition s'inspire de l'article 87bis de la nouvelle loi communale.

2. L'alinéa 2 de l'article 57bis fait référence à la notion de "délai utile" sans en préciser la portée. Il convient que la disposition en projet fixe un délai minimal.

Ce même alinéa fait référence à l'article 57, § 1er, alinéa 1er alors qu'il s'agit de l'hypothèse prévue à l'article 57, § 4.

Le texte néerlandais fait quant à lui référence à l'article 57, § 1er, alinéa 2. Il devrait être corrigé dans le même sens.

Article 58 (devenant l'article 14).

L'article 58 de la proposition s'inspire de l'article 98 de la nouvelle loi communale.

.../...

La phrase liminaire sera rédigée comme suit :

"Art. 14. L'article 58 de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :".

Article 59.

Cette disposition doit être omise de la proposition étant donné qu'elle reproduit l'article 59 de la loi provinciale, sans y apporter des modifications.

Article 60.

L'article 60 de la proposition abroge l'article 60 de la loi provinciale, cette disposition étant reproduite dans l'article 52bis de la proposition. Il est fait référence à l'observation relative à ce dernier article.

Article 61 (devenant l'article 15).

1. L'article sera rédigé comme suit :

"Art. 15. A l'article 61 de la même loi, modifié par la loi du 6 janvier 1984, sont apportées les modifications suivantes :

1° un nouvel alinéa, rédigé comme suit, est inséré entre l'alinéa 1er et l'alinéa 2 :

"...";

.../...

2º dans le texte français des alinéas 2 et 3, les mots "indemnité de frais de route" sont remplacés par les mots "indemnité de frais de déplacement";

3º l'alinéa 4 est remplacé par la disposition suivante :

(suit le texte de l'alinéa 5 de l'article 61 de la proposition)".

2. L'alinéa 2 de l'article 61 de la proposition fait référence à "l'échelle de traitement des rédacteurs de la fonction publique de l'Etat fédéral" alors que ce grade a été remplacé par celui de "assistant administratif".

Article 62.

Cette disposition doit être omise de la proposition dans la mesure où elle reproduit l'article 62 de la loi provinciale, sans y apporter de modifications.

Article 63 (devenant l'article 16).

1. Cette disposition s'inspire de l'article 92 de la nouvelle loi communale.

Il conviendrait d'écrire à la fin du texte français du 1º, "un intérêt personnel et direct".

.../...

2. L'abrogation visée au 4º de l'article 63 de la proposition ne se justifie pas, étant donné que l'article 63 de la loi provinciale ne contient pas un 4º.

L'alinéa 2 de l'article 63 de la loi provinciale n'étant plus reproduit dans le texte proposé, il est présumé supprimé.

3. Au 6º, il faut remplacer le mot "technicien" par le mot "expert".

4. Le dernier alinéa prévoit que les interdictions visées à l'article 63 sont applicables au greffier et aux membres de la députation permanente.

Il conviendrait également de soumettre les personnes de confiance à ces interdictions.

5. La phrase liminaire sera rédigée comme suit :

"Art. 16. L'article 63 de la même loi, modifié par la loi du 30 décembre 1887, est remplacé par la disposition suivante :".

.../...

CHAPITRE II.Article 64.

La mention du chapitre II et de l'article 64 doit être omise dans la proposition dans la mesure où ils ne subissent aucune modification.

Article 65 (devenant l'article 17).

1. L'alinéa 1er de l'article 65 de la proposition pose comme principe que le conseil règle tout ce qui est d'intérêt provincial, conformément à l'article 162, alinéa 2, 2^o de la Constitution.

La seconde partie de l'article 65 de la proposition est quant à elle tirée de la proposition de loi n^o 1-130/1 qui prévoit en son article 16, que le conseil provincial peut également délibérer sur tout autre objet qui relève des attributions provinciales énoncées dans le nouvel article 6 de la dite proposition. Cet article 6, qui n'a pas été reproduit dans la proposition soumise à l'avis du Conseil d'Etat, est libellé comme suit :

"Art. 6. La province veille à l'application des législations nationales, communautaires et régionales sur son territoire.

Elle assiste et conseille les communes dans l'exécution de leurs missions, coordonne leur action, et

.../...

encourage notamment la coordination technique des services communaux.

Elle contrôle les administrations et institutions provinciales, à participation provinciale et intercommunale".

L'article 65 "règle tout ce qui est d'intérêt provincial; le conseil délibère sur tout autre objet relevant des attributions provinciales ou qui lui est soumis par l'autorité supérieure". Cette notion prise isolément, comme dans le cas d'espèce, est dépourvue de sens. Soit le conseil provincial délibère sur des questions d'intérêt provincial, soit il agit dans le cadre de missions qui lui ont été confiées par l'autorité fédérale ou par les autorités communautaires ou régionales (cf. article 46 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles) et que l'on ne peut pas qualifier "d'attributions provinciales" mais bien "d'attributions soumises par l'autorité supérieure".

Il est, dès lors, suggéré de supprimer à l'alinéa 1er les mots "relevant des attributions provinciales ou".

2. La phrase liminaire sera rédigée comme suit :

"Art. 17. L'article 65 de la même loi, modifié par les lois des 30 décembre 1887 et 6 juillet 1987, est remplacé par la disposition suivante :".

.../...

Article 65bis (devenant l'article 18).

La phrase liminaire sera rédigée comme suit :

"Art. 18. Un article 65bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :".

Cette disposition s'inspire de l'article 84 de la nouvelle loi communale, tel que modifié par la loi du 11 juillet 1994.

1. Le paragraphe 1er de l'article 65bis de la proposition doit exclure du droit de consultation des membres du conseil, les pièces ou les actes ayant trait à une attribution d'intérêt exclusivement général du gouverneur ou de la députation permanente.

La même réserve doit être formulée en ce qui concerne l'alinéa 4 du paragraphe 1er.

2. Le paragraphe 3 du même article s'inspire du paragraphe 3 de l'article 84 de la nouvelle loi communale.

Il conviendrait de préciser dans l'alinéa 2 de ce paragraphe 3, ce qu'il y a lieu d'entendre par les termes "sans préjudice des exceptions prévues par la loi et sans porter atteinte aux compétences conférées au gouverneur et à la députation permanente ...".

.../...

Article 66 (devenant l'article 19).

1. Il va de soi au paragraphe 1er, qu'en s'exprimant en termes généraux, le législateur ne peut pas autoriser le Roi à empiéter sur les compétences qui sont réservées par la Constitution et par la loi aux provinces et à leurs organes.

L'habilitation confiée au Roi n'est pas contenue dans des limites suffisamment précises.

Il convient de la revoir, d'autant plus que la compétence du législateur, en l'occurrence, est prévue par l'article 162 de la Constitution.

2. Il y a également lieu de préciser de quels comptables, il est question.

3. La phrase liminaire sera rédigée comme suit :

"Art. 19. L'article 66 de la même loi, modifié par les lois des 11 juillet 1952, 28 juin 1963, 6 janvier 1984 et 15 mars 1991 est remplacé par la disposition suivante :".

.../...

Articles 67 et 68.

Ces dispositions doivent être omises dans la mesure où elles reproduisent, sans modification les articles 67 et 68 de la loi provinciale.

Article 69 (devenant l'article 21).

L'article 69 de la proposition reproduit l'article 69 de la loi provinciale avec cependant certaines modifications. Ainsi, le 2^o vise, parmi les dépenses à charge de la province, les loyers et les frais ... des locaux des cours d'assises, des cours du travail, des tribunaux de première instance et des tribunaux de commerce dans les provinces où ces juridictions siègent. Or, l'article 69, 2^o, de la proposition a omis les tribunaux de première instance. De même, dans le texte français du 13^o, il est question des dettes de la province "liquidées et exigées" alors que le texte actuel vise les dettes "liquidées et exigibles".

Seul le 17^o a subi une réelle modification de sorte que la phrase liminaire sera rédigée comme suit :

"Art. 21. L'article 69, 17^o, de la même loi, modifié par la loi du 27 mai 1975, est remplacé par le texte suivant:".

On y remplacera dans le texte français les termes "dont question" par le terme "visées".

.../...

Articles 70, 71, 72 et 73.

Ces dispositions doivent être omises de la proposition, dans la mesure où elles reproduisent les articles 70, 71, 72 et 73 de la loi provinciale, sans les modifier.

Article 74.

L'article 74 de la proposition reproduit l'article 74 de la loi provinciale en faisant toutefois référence à l'article 128 de la proposition en lieu et place de l'article 124 de la loi provinciale.

La référence actuelle à l'article 124 de la loi provinciale, tel qu'il est modifié par la loi du 6 juillet 1987, ne se justifie plus. En effet, l'ancien article 124 spécifiait en son dernier alinéa que "les actions de la province, en demandant ou en défendant, sont exercées au nom de la députation, poursuites et diligence du gouverneur". Or, en 1987, cet alinéa a été supprimé.

Il convient dès lors d'omettre le dernier alinéa de l'article 74 de la proposition.

.../...

Article 75 (devenant l'article 22).

L'article 75 de la proposition s'inspire de l'article 234 de la nouvelle loi communale, à l'exception du dernier alinéa qui s'inspire de l'article 236 de la même loi.

La notion de "budget ordinaire" reprise dans le deuxième alinéa, mérite d'être actualisée.

La phrase liminaire sera rédigée comme suit :

"Art. 22. L'article 75 de la même loi, modifié par la loi du 9 août 1948, est remplacé par la disposition suivante :".

Articles 76, 78, 79, 80, 81, 82, 83 et 84.

Ces dispositions doivent être omises de la proposition dans la mesure où elles reproduisent les articles 76, 78, 79, 80, 81, 82, 83 et 84 de la loi provinciale sans leur apporter des modifications.

Article 77.

L'article 77 de la proposition abroge l'article 77 de la loi provinciale.

.../...

S'agissant d'une disposition abrogatoire, il convient de la déplacer à la fin de la proposition, conformément aux règles de légistique formelle.

Article 85.

L'article 85 de la proposition reproduit l'article 85 de la loi provinciale, le texte français de l'alinéa 2 omettant toutefois de faire référence aux "objets déjà régis par des lois".

Cette référence apparaît cependant dans le texte néerlandais. Il y a lieu de remédier à cette discordance.

Titre VI.

Chapitre III.

Il apparaît que les auteurs de la proposition souhaitent abroger la plupart des dispositions du Chapitre III qui concerne le contrôle de tutelle, eu égard à la régionalisation (1) de la matière (article 7 de la loi

(1) Voyez à cet égard le décret du conseil régional wallon du 20 juillet 1989 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne ainsi que le décret du 22 février 1995 portant réglementation de la tutelle administrative des provinces en Région flamande (M.B. 28 février 1995, p. 4479).

spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles). Seul subsisterait, l'article 91 de la loi provinciale.

La matière ayant été régionalisée, il n'appartient pas au législateur fédéral d'abroger ces dispositions, qui, pour la plupart, l'ont été par des décrets régionaux.

Titre VII.

Chapitre Ier.

On omettra de la proposition la mention des titres et chapitres s'ils restent inchangés.

Article 96 (devenant l'article 23).

Le paragraphe 2 de l'article 96 de la proposition s'inspire de l'article 15 de la nouvelle loi communale.

La rédaction du texte proposé n'est cependant pas très claire.

En effet, les actes de présentation des candidats à la députation permanente doivent tantôt être déposés entre les mains du président du conseil, tantôt entre celles du gouverneur.

Le texte semble opérer une distinction entre une élection partielle des membres de la députation et une

.../...

élection complète en cas de renouvellement de la députation. Cette distinction devrait être plus précise dans le texte.

Il convient d'attirer l'attention des auteurs de la proposition sur un arrêt de la Cour d'arbitrage n° 71/94 du 6 octobre 1994, rendu à la suite d'une question préjudicielle posée par le conseil d'Etat à propos de l'article 15, § 1er, de la nouvelle loi communale.

La Cour a confirmé l'interprétation du Conseil d'Etat en vertu de laquelle "les présentations de vive voix ne sont pas autorisées lorsque les candidats présentés par écrit n'obtiennent pas la majorité des suffrages requise et que, dans ces conditions, une élection sans présentation est également exclue".

L'article 96 de la proposition fait référence à la notion "de députés permanents" alors que d'autres dispositions consacrent la notion de "membres de la députation permanente".

Il conviendrait d'uniformiser la terminologie.

L'article sera rédigé comme suit :

"Art. 23. A l'article 96 de la même loi, modifié par la loi du 16 juillet 1993, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1er, les mots "dans chaque province" sont supprimés;

.../...

- 2° les alinéas 1er, 2 et 3 forment le paragraphe 1er;
- 3° l'article 96 est complété par les paragraphes 2, 3 et 4, rédigés comme suit :".

Articles 97, 98, 99 et 100.

Ces dispositions doivent être omises dans la mesure où elles ne modifient pas les articles 97, 98, 99 et 100 de la loi provinciale.

Article 100bis (devenant l'article 24).

1. L'article 100bis de la proposition a été suggéré par les propositions de loi n° 1-130/1 et 1-229/1.

Il ressort des développements de ces propositions, la volonté de transposer au niveau provincial, la mise en oeuvre de la responsabilité de la députation permanente par le biais du mécanisme de la motion de méfiance constructive, consacrée par l'article 96 de la Constitution pour le Gouvernement fédéral et par l'article 71 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, pour les Gouvernements communautaires et régionaux.

L'on peut s'interroger sur la compatibilité de ce système avec les missions de nature juridictionnelle qui reviennent à la députation permanente, ainsi qu'avec ses

.../...

missions qui lui ont été confiées par les autorités supérieures.

2. La phrase liminaire sera rédigée comme suit :

"Art. 24. Un article 100bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :".

Article 101 (devenant l'article 25).

La phrase liminaire sera rédigée comme suit :

"Art. 27. L'article 101 de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :".

Article 101bis (devenant l'article 26).

L'article 101bis instaure une incompatibilité entre le mandat de membre de la députation permanente et le mandat de conseiller provincial.

La phrase liminaire sera rédigée comme suit :

"Art. 26. Un article 101bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :".

.../...

Article 102 (devenant l'article 27).

La phrase liminaire sera rédigée comme suit :

"Art. 27. A l'article 102 de la même loi, les mots "à moins qu'il ne cesse auparavant de faire partie du conseil" sont supprimés".

Chapitre II.

Article 103.

La mention "Abrogé" doit être omise de la proposition; elle ne fait que reproduire l'état actuel de la loi provinciale.

Article 104 (devenant l'article 28).

1. L'article 104 de la proposition est suggéré dans la proposition de loi n° 1-230/1. Il ressort des développements de celle-ci que l'on veut éviter que le gouverneur de la province soit à la fois juge et partie dans le cadre du contrôle de tutelle. Le gouverneur reste membre de la députation permanente mais n'a plus voix délibérative, à l'exception toutefois de l'hypothèse où la députation permanente exerce des missions juridictionnelles.

.../...

En ce qui concerne le rôle du gouverneur, l'article 104 doit distinguer les règles à suivre lorsque la députation permanente exerce une mission juridictionnelle de celles qui régissent ses autres missions.

2. La deuxième phrase du paragraphe 5 est inutile et doit être omise.

3. L'article sera rédigé comme suit :

"Art. 28. A l'article 104 de la même loi, modifié par les lois des 6 juillet 1987 et 16 juillet 1993, sont apportées les modifications suivantes :

1º l'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante :

"...";

2º un nouvel alinéa, rédigé comme suit, est inséré entre les alinéas 5 et 6 :

"La députation permanente désigne le rapporteur qui présente le dossier et formule les propositions";

3º l'alinéa 5 est remplacé par la disposition suivante :

"Toute résolution est prise à la majorité absolue des membres présents. Lorsque la députation permanente exerce une mission juridictionnelle, la voix du gouverneur est prépondérante en cas de partage des voix".

.../...

Articles 104bis et 105.

Ces dispositions doivent être omises de la proposition dans la mesure où elles n'apportent pas de modifications aux articles 104bis et 105 de la loi provinciale.

Article 106 (devenant l'article 29).

1. L'article 106 de la proposition reproduit pour l'essentiel l'article 106 de la loi provinciale en y apportant cependant certains changements.

L'alinéa 3 de l'article 106 de la loi provinciale dispose que "la députation permanente veille à l'instruction préalable des affaires d'intérêt provincial ...", cette dernière précision n'apparaît plus dans le texte de la proposition.

Il semble cependant qu'elle ait toute son importance. En omettant cette précision, les affaires que les régions ou les communautés auraient confiées à l'autorité provinciale, devraient également être soumises à l'instruction préalable de la députation permanente.

Or, il revient au législateur décrétal de déterminer lui-même quels seront les organes compétents de la province pour gérer les affaires qu'il aura déléguées.

.../...

2. Dans le dernier alinéa, l'expression " personnel mis à la disposition de la province", n'est pas conforme à la réalité. Ce personnel est en réalité détaché de son administration d'origine et placé sous l'autorité du gouverneur de la province.

3. L'article sera rédigé comme suit :

"Art. 29. A l'article 106 de la même loi, modifié par les lois des 27 mai 1975, 6 janvier 1984 et 6 juillet 1987, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° la dernière phrase de l'alinéa 5 est remplacée par la phrase suivante : "...";
- 2° l'alinéa 6 est remplacé par l'alinéa suivant :".

Article 107 (devenant l'article 30).

Alinéa 1er.

L'alinéa 1er est inutile et doit être omis.

Alinéa 2.

Cette disposition se trouve dans la proposition de loi 1-130/1, en son article 31. Il ressort des développements que cette disposition vise à empêcher que soient

.../...

confiées à la députation permanente des attributions plus étendues que celles inscrites dans la proposition de loi et ce, afin de privilégier l'extension des attributions du conseil.

L'alinéa 2 a pour objet de réglementer les possibilités de délégation du conseil provincial au profit de la députation permanente.

De telles délégations sont limitées dans le temps pour une durée d'un an au maximum et elles sont aussi limitées quant aux attributions, étant entendu que sont exclues de ces délégations, celles que "la Constitution et l'article 81 de la présente loi réservent en propre au conseil".

L'article 107 de la loi provinciale prévoyait, avant son abrogation par la loi du 6 janvier 1984, que

"Lorsque le conseil ne sera pas assemblé, la députation pourra prononcer sur les affaires qui sont spécialement réservées au conseil dans tous les cas où elles ne sont point susceptibles de remise et à charge de lui en donner connaissance à la première réunion.

Cette faculté ne s'étend pas aux budgets, aux comptes, ni aux nominations et aux présentations des candidats déférées au conseil, ni aux décisions prévues à l'article 112, alinéa 3.

Le conseil pourra rapporter ou modifier les décisions de la députation autorisées par le présent article, sans préjudice néanmoins de l'exécution qui leur aurait été donnée".

.../...

Or, en vertu de l'article 162, alinéa 2, 2°, de la Constitution, il revient aux conseils provinciaux de régler tout ce qui est d'intérêt provincial, le législateur ayant pour mission de consacrer l'application de ce principe.

L'article 107, alinéa 2, de la proposition, tel qu'il est formulé est ambigu quant à la portée des attributions qui pourront faire l'objet d'une délégation. L'article 81, auquel il est fait référence, ne peut être l'article 81 de la loi provinciale, celui-ci ayant été abrogé par la loi du 27 mai 1975.

Il est probablement fait référence à l'article 81 tel qu'il apparaît dans la proposition 1-130/1, en son article 18, mais qui n'a pas été repris dans la présente proposition.

Cette disposition est rédigée comme suit :

"Art. 81. Le conseil exerce en outre :

- 1° les attributions actuellement exercées par l'Etat, la Région ou la Communauté et qui lui sont confiées dans le cadre de la décentralisation ou de la déconcentration;
- 2° les attributions que le conseil accepte d'exercer à la demande d'une ou de plusieurs communes de son territoire".

Une telle délégation n'est pas conforme, en ce qui concerne les attributions qui relèvent strictement de l'intérêt provincial, à la Constitution. En ce qui concerne les matières qui auraient été confiées par l'autorité

.../...

fédérale ou les entités fédérées, s'agissant déjà d'une délégation, le système préconisé par l'article 107 de la proposition n'est pas admissible parce qu'il organise une subdélégation. L'alinéa 2 doit être omis.

Article 108 (devenant l'article 31).

L'alinéa 2 de l'article 108 de la proposition est superflu, eu égard au dernier alinéa de l'article 63 de la proposition qui rend applicables aux membres de la députation permanente, les incompatibilités qu'il consacre.

L'article sera rédigé comme suit :

"Art. 31. Dans l'article 108 de la même loi, les mots "des communautés et régions" sont insérés entre les mots "de l'Etat" et "ou des communes dans la province".

Articles 109, 110 et 111.

Ces articles doivent être omis de la proposition dans la mesure où ils n'apportent pas de modifications aux articles 109, 110 et 111 de la loi provinciale.

.../...

Article 112 (devenant l'article 32).

L'alinéa 3 de l'article 112 de la proposition reproduit en partie l'alinéa 2 de l'article 112 de la loi provinciale. On peut cependant s'interroger sur la compatibilité de celui-ci avec les articles 131 et suivants de la proposition qui créent la fonction de "receveur provincial". Celui-ci sera, à l'instar de la Cour des comptes, chargé d'un contrôle de légalité des dépenses.

L'article sera rédigé comme suit :

"Art. 32. A l'article 112 de la même loi, modifié par les lois des 28 décembre 1883, 18 mai 1951, 26 février 1958, 28 juin 1963, 10 juillet 1979 et 6 janvier 1984, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° dans le texte français de l'alinéa 1er, le mot "permanente" est inséré après le mot "députation";
- 2° dans l'alinéa 2, les mots "députation permanente" sont insérés entre les mots "le président" et "et par le greffier";
- 3° dans l'alinéa 4, les chiffres "100.000" et "20.000", visés respectivement aux a) et b), sont remplacés par les chiffres "2.000.000" et "100.000";
- 4° dans le dernier alinéa, les mots "et sur la comptabilité" sont supprimés".

.../...

Article 113 (devenant article 33).

La phrase liminaire sera rédigée comme suit :

"Art. 33. Dans l'article 113 de la même loi, modifié par la loi du 11 juillet 1952, les alinéas 1er et 2 sont remplacés par les alinéas suivants :".

L'alinéa 1er de l'article 113 de la proposition est rédigé en des termes très généraux, le législateur ne précisant pas quels seront les critères que la Commission bancaire et financière devra prendre en considération pour reconnaître l'institution financière qui sera habilitée à opérer les recettes et les dépenses générales des provinces. Le texte n'indique pas selon quelle procédure cette reconnaissance devra intervenir. Il faut expressément viser les institutions financières qui, de manière générale, ont été agréées par la Commission bancaire dans le cadre de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit.

L'alinéa 2 présuppose que les provinces maintiennent leurs comptes auprès de la société anonyme "Crédit communal de Belgique" - en faveur de laquelle, un privilège est institué - alors que l'alinéa 1er met fin à sa situation de quasi-monopole. Ce manque de cohérence doit être revu.

L'article 113 de la proposition doit être complété à maints égards.

.../...

Articles 113bis et 114 de la loi provinciale
(devenant les articles 33 et 34).

La proposition de loi ne fait plus référence à l'article 113bis de la loi provinciale lequel institue dans chaque province, la fonction de comptable, mais elle crée celle de receveur provincial, en son article 131.

Il conviendrait dès lors de remplacer l'article 113bis de la loi provinciale et de créer à cet endroit, un nouveau Titre, le "Titre VIIbis - Du receveur provincial" reprenant toutes les dispositions de la proposition y relatives (articles 131 à 131undecies) mais en suivant la numérotation de la loi provinciale à savoir les articles 113bis à 113undecies, l'article 131undecies de la proposition devenant l'article 114 de la loi provinciale.

La phrase liminaire sera rédigée comme suit :

"Art. 33. Un Titre VIIbis, rédigé comme suit, comprenant les articles 113bis à 114, est inséré après l'article 113 de la même loi :".

A la suite de ce nouveau Titre VIIbis, il conviendrait de créer un Titre VIIter, intitulé "Des régies provinciales et des régies provinciales autonomes" et comprenant les articles 114bis à 114undecies de la proposition.

.../...

La phrase liminaire sera rédigée comme suit :

"Art. 34. Un Titre VIIter, intitulé comme suit, comprenant les articles 114bis à 114undecies, est inséré après l'article 114 de la même loi :".

Le Titre XIII de la proposition doit en conséquence être supprimé.

Article 114bis (devenant l'article 35).

L'article 114bis de la proposition concerne la création de régies provinciales et s'inspire, dans sa formulation, de l'article 261 de la nouvelle loi communale.

L'article 114ter de la proposition concerne, quant à lui, la création de régies provinciales autonomes, dotées de la personnalité juridique et s'inspire de l'article 263bis de la nouvelle loi communale.

Compte tenu de l'existence de ces deux catégories de régies, il serait préférable de créer au sein du Titre VIIter, deux chapitres consacrés respectivement à la régie provinciale et à la régie provinciale autonome.

Le Chapitre Ier engloberait notamment l'article 114bis de la proposition. A cet égard, on n'aperçoit pas pourquoi les articles 114ter et 114quater de la loi provinciale ne sont plus reproduits dans la proposition alors qu'ils déterminent les règles suivant lesquelles les régies provinciales sont gérées.

.../...

Le Chapitre II engloberait les dispositions de la proposition relatives aux régies provinciales autonomes dont la numérotation devrait être revue si les articles 114ter et 114quater de la loi provinciale étaient maintenus.

La phrase liminaire sera rédigée comme suit :

"Art. 35. L'article 114bis de la même loi, inséré par l'arrêté royal n° 24 du 26 juillet 1939, est remplacé par la disposition suivante :".

Article 114ter (devenant l'article 36).

1. Selon la doctrine (1), le pouvoir donné au Roi, en vertu de l'article 114bis de la loi provinciale de désigner parmi tous les établissements et services provinciaux à caractère industriel ou commercial ceux qui seront organisés en régies, doit se comprendre comme ne portant pas atteinte à l'autonomie provinciale, la province créant librement les régies et le Roi n'intervenant que pour désigner parmi les "régies de fait" celles qui seront organisées en "régies dites de droit".

C'est également en ce sens que doit se comprendre l'article 114ter de la proposition.

(1) Flamme M. A., "Droit administratif", Tome Ier, Bruxelles, Bruylant, 1989, p. 252.

2. Le texte suivant est proposé :

"Art. 36. Un article 114quinquies, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Art. 114quinquies. Le conseil provincial peut ériger les établissements et services à caractère industriel ou commercial en régions provinciales autonomes dotées de la personnalité civile.

Le Roi détermine ... (la suite comme dans la proposition)".

Article 114quater (devenant l'article 37).

L'article 114quater de la proposition s'inspire de l'article 263ter de la nouvelle loi communale

Le troisième alinéa du paragraphe 2 est particulièrement confus et mériterait une nouvelle formulation.

La phrase liminaire sera rédigée comme suit :

"Art. 37. Un article 114sexies, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :".

Article 114quinquies (devenant l'article 38).

L'article 114quinquies de la proposition s'inspire de l'article 263quater de la nouvelle loi communale.

.../...

La phrase liminaire sera rédigée comme suit :

"Art. 38. Un article 114septies, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi".

Article 114sexies (devenant l'article 39).

L'article 114sexies de la proposition s'inspire de l'article 263quinquies de la nouvelle loi communale.

La phrase liminaire sera rédigée comme suit :

"Art. 39. Un article 114octies, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :".

Article 114septies (devenant l'article 40).

L'article 114septies de la proposition s'inspire de l'article 263sexies de la nouvelle loi communale. Cette disposition avait été critiquée par la section de législation du Conseil d'Etat, dans son avis n° L 23.236/2.

Le paragraphe 2 de l'article 114septies prévoit que les régies provinciales autonomes "peuvent prendre des participations directes ou indirectes dans des sociétés, associations et institutions de droit public ou de droit privé, ci-après dénommées les filiales, dont l'objet social est compatible avec leur objet".

.../...

Les décisions prises par les régies à cet égard échappent au contrôle des autorités provinciales, sauf à tenir compte du contrôle indirect qui est réalisé à l'intervention des membres du conseil provincial.

Dans les cas où la filiale ainsi constituée, est une forme d'entente ou d'association, au sens de l'article 162, alinéa 4, de la Constitution, la matière relève donc soit du législateur fédéral spécial, selon les dispositions de cet article, soit du législateur régional.

De plus, le mot "filiale" est un terme propre au droit commercial qui, dans ce droit, a une signification qui ne se confond pas avec la simple prise de participation directe ou indirecte dans des "sociétés, associations ou institutions de droit public ou de droit privé".

Il y a lieu de remplacer ce terme par un terme plus approprié.

Enfin, dans sa rédaction proposée, le paragraphe 2, alinéa 2, porte fondamentalement atteinte à l'égalité des associés qui est une règle essentielle du droit des sociétés.

Ce texte doit en conséquence être revu fondamentalement.

Article 114octies (devenant l'article 41).

L'article 114octies de la proposition s'inspire de l'article 263septies de la nouvelle loi communale.

La phrase liminaire sera rédigée comme suit :

"Art. 41. Un article 114decies, rédigé comme suit est inséré dans la même loi".

Article 114novies (devenant l'article 42).

Cette disposition s'inspire de l'article 263octies de la nouvelle loi communale à propos duquel la section de législation du Conseil d'Etat, dans son avis L 23.236/2, a fait remarquer qu'il pouvait être omis dans la mesure où la proposition ne définissait pas la régie communale autonome en tant que société par actions.

La même remarque vaut dans le cas d'espèce.

Article 114decies (devenant l'article 43).

Cet article s'inspire de l'article 263novies de la nouvelle loi communale.

La phrase liminaire sera rédigée comme suit :

"Art. 43. Un article 114duodecies, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :".

.../...

Article 114undecies (devenant l'article 44).

L'objectif poursuivi par l'article 114undecies de la proposition est des plus flous.

Les deux premiers alinéas confèrent au conseil provincial des compétences exorbitantes.

Ainsi, le conseil provincial serait en mesure d'octroyer la personnalité civile à des institutions ou des associations.

Il est également très difficile de concilier ces deux textes dans la mesure où le premier alinéa fait référence à une "affiliation" des provinces à des institutions ou associations qui doivent nécessairement préexister alors que le deuxième alinéa semble impliquer que c'est le conseil provincial qui doit définir notamment les règles de leur création.

L'article 114undecies de la proposition doit être fondamentalement revu.

Article 115 (devenant l'article 45).

La phrase liminaire sera rédigée comme suit :

"Art. 45. Dans l'article 115 de la même loi, modifié par les lois des 11 juillet 1952 et 6 janvier 1984, les alinéas suivants sont insérés entre les alinéas 1er et 2 :".

.../...

Article 116 (devenant l'article 46).

L'article 63 de la proposition prévoyant déjà qu'il est applicable aux membres de la députation permanente, il convient de ne faire référence qu'au seul article 91 de la loi provinciale.

L'article sera rédigé comme suit :

"Art. 46. L'article 116 de la même loi, modifié par la loi du 6 janvier 1984, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 116. L'article 91 est applicable à la députation permanente"".

Article 117.

Cette disposition doit être omise de la proposition dans la mesure où elle n'apporte aucune modification à l'article 117 de la loi provinciale.

Article 118 (devenant l'article 47).

Le paragraphe 2 de l'article 118 de la proposition s'inspire des articles 109 à 111 de la nouvelle loi communale.

Cette transposition ne tient cependant pas compte de la situation particulière de la province.

.../...

Si le bourgmestre signe à la fois le courrier du collège des bourgmestre et échevins et du conseil communal, c'est compréhensible puisqu'il préside ces deux organes.

Or, dans l'hypothèse de la province, le gouverneur n'est pas le président du conseil provincial. Il conviendrait dès lors d'adapter le paragraphe 2 à cette situation.

L'article sera rédigé comme suit :

"Art. 47. A l'article 118 de la même loi, modifié par la loi du 27 mai 1975, sont apportées les modifications suivantes :

1° les alinéas 1er, 2 et 3 forment le paragraphe 1er;

2° il est inséré un paragraphe 2, rédigé comme suit :

"...".

Article 118bis (devenant article 48).

La deuxième phrase de l'article 118bis de la proposition semble inutile compte tenu de l'alinéa 2 de l'article 120 de la loi provinciale qui précise que le greffier a la garde des archives, ce dernier article étant reproduit à l'article 130bis de la proposition.

La phrase liminaire sera rédigée comme suit :

"Art. 48. Un article 118bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :".

.../...

Titre VIII.

Le Titre VIII de la proposition est consacré au statut du gouverneur de la province. Or, dans la loi provinciale, il s'agit du Titre IX. Pour les raisons évoquées dans l'observation préalable, il est souhaitable de maintenir la structure et la numérotation de la loi provinciale.

Article 119.

L'article 119 de la proposition combine des dispositions de l'article 4 de la loi provinciale (§ 1er) et de l'article 126 de la même loi (§§ 2 et 3).

Il conviendrait de scinder cette disposition et d'apporter directement les modifications à l'article 4 de la loi provinciale pour ce qui concerne le paragraphe 1er de l'article 119 de la proposition.

La phrase liminaire sera rédigée comme suit :

"Art Dans l'article 4 de la même loi, modifié par les lois des 3 avril 1973 et 28 décembre 1994, les alinéas 1er et 2 sont remplacés respectivement par les dispositions suivantes :".

.../...

Articles 120, 121, 122 et 123.

Compte tenu de ce qu'il est souhaitable de s'en tenir à la numérotation actuelle de la loi provinciale et que ces dispositions reproduisent les articles 127, 128, 129 et 130 de la loi provinciale sans y apporter des modifications, les dispositions doivent être omises de la proposition.

Article 124.

L'article 124 de la proposition reproduit uniquement la seconde partie de la phrase de l'article 131 de la loi provinciale.

S'il est dans l'intention des auteurs de la proposition d'omettre le premier membre de la phrase, l'article sera rédigé comme suit :

"Art. Dans l'article 131 de la même loi, les mots "Le gouverneur fait, au moins une fois par an, la vérification de la caisse provinciale" sont supprimés".

Titre VIII.

Chapitre II.

Ce chapitre est relatif aux rapports du gouverneur avec le conseil ou la députation permanente. Or, dans la loi provinciale, il s'agit du chapitre premier du Titre IX. Il

.../...

convient, ici aussi, de maintenir la structure de la loi provinciale.

Article 125.

S'agissant d'une disposition relative à la tutelle, elle a été abrogée par les décrets des régions wallonne et flamande des 20 juillet 1989 et 22 février 1995. Le législateur fédéral n'a donc pas compétence pour abroger cette disposition.

Articles 126, 127, 128, 129 et 129bis.

Compte tenu de ce qu'il est souhaitable de s'en tenir à la numérotation actuelle de la loi provinciale et que ces dispositions reproduisent respectivement les articles 122, 123, 124, 131bis et 5bis de la loi provinciale, sans y apporter des modifications, ces dispositions doivent être omises de la proposition.

Article 130.

L'article 130 de la proposition combine, en ses paragraphes 1er et 2, les alinéas 3 et 4 de l'article 4 de la loi provinciale avec l'article 119 de la même loi, pour ce qui concerne ses paragraphes 3, 4 et 5. Seul le paragraphe 5 de l'article 130 apporte une modification à l'article 119, alinéa 3, de la loi provinciale.

.../...

La phrase liminaire sera rédigée comme suit :

"Art. L'article 119, alinéa 3, de la même loi, modifié par la loi du 27 mai 1870, est remplacé par la disposition suivante :".

Article 130ter.

La phrase liminaire sera rédigée comme suit :

"Art. L'article 121 de la même loi, modifié par la loi du 27 mai 1870, est remplacé par la disposition suivante :".

Titre X.

Le Titre X de la proposition est consacré à la fonction "de receveur provincial" alors que le Titre X de la loi provinciale est relatif aux commissaires d'arrondissement.

Dans le souci de maintenir la structure de la loi provinciale, il est proposé d'y insérer un Titre IXbis, comprenant les articles de la proposition relatifs à la fonction de receveur provincial, tout en adaptant leur numérotation à celle de la loi provinciale, à savoir les articles 131ter à 131terdecies.

La phrase liminaire sera rédigée comme suit :

.../...

"Art. Un Titre IXbis, intitulé "Du receveur provincial", est inséré dans la même loi, comprenant les articles 131ter à 131terdecies et rédigés comme suit :".

Articles 131 et 131bis.

Les articles 131 et 131bis de la proposition s'inspirent de l'article 53 de la nouvelle loi communale. Le comptable provincial, consacré à l'article 113bis de la loi provinciale, est remplacé par le receveur provincial.

Articles 131ter à 131sexies.

Ces dispositions s'inspirent respectivement des articles 55, 56, 61, 63 et 64 de la nouvelle loi communale et n'appellent pas d'observations.

Article 131septies.

L'article 131septies de la proposition reprend en partie les dispositions de l'article 113bis de la loi provinciale qui détermine les tâches du comptable provincial et s'inspire de l'article 136 de la nouvelle loi communale. Cependant, à la différence de cette dernière disposition, l'article 131septies ne précise pas que le receveur provincial doit effectuer ces recettes provinciales et acquitter les dépenses ordonnancées, seul et sous sa responsabilité.

Reste, dès lors, incertaine la question si le receveur provincial, tel que prévu par les articles 131 et suivants de la proposition, subit un contrôle a priori et a posteriori de la Cour des comptes.

Articles 131octies et 131novies.

Ces dispositions s'inspirent des articles 28, 68 et 70 de la nouvelle loi communale sans préciser toutefois quelle sera l'autorité compétente pour infliger une sanction disciplinaire au receveur provincial lorsqu'il aura méconnu les interdictions visées à l'article 131novies de la proposition.

Le texte doit être complété sur ce point.

Article 131decies.

Cette disposition s'inspire de l'article 138bis de la nouvelle loi communale, en omettant cependant le paragraphe 5 de cet article. Il appartient aux auteurs de la proposition d'apprécier s'il est nécessaire de maintenir le paragraphe 5 en adaptant le texte par analogie à la situation du receveur provincial.

.../...

Article 131undecies.

L'article 131undecies de la proposition reproduit pour l'essentiel l'article 114 de la loi provinciale avec certaines modifications apportées aux alinéas 1er et 4.

L'article sera rédigé comme suit :

"Art. A l'article 114 de la même loi, modifié par la loi du 11 juillet 1952, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° dans l'alinéa 1er, les mots "soit au compte général des chèques postaux de la province, soit au compte de celle-ci à la société anonyme "Crédit communal de Belgique" sont remplacés par les mots "au compte général de la province, conformément à l'article 113";
- 2° dans l'alinéa 4, la phrase "les inventaires et procès-verbaux de récolement sont remis en copie à la Cour des comptes dans le mois de leur établissement" est supprimée".

Titre XI.

Le Titre XI de la proposition est relatif aux commissaires d'arrondissement alors que dans la loi provinciale, il s'agit du Titre X. Pour les raisons déjà évoquées plus haut, il convient de maintenir la structure de la loi provinciale.

.../...

Articles 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139 et 139bis.

Ces dispositions doivent être omises de la proposition dans la mesure où elles ne modifient en rien les articles 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139 et 139bis de la loi provinciale.

Titre XII.

Article 140.

La proposition insère dans la loi provinciale un Titre XII, intitulé "Disposition commune au gouverneur, au greffier et aux commissaires d'arrondissement".

Or, cette mention apparaît déjà dans le Titre X de la loi provinciale. Pour les raisons déjà évoquées plus haut, il convient de maintenir la structure de la loi provinciale et donc de laisser l'article 140 au sein du Titre X.

L'article 140 de la proposition reproduit l'article 140 de la loi provinciale sans y apporter de modifications. Cette disposition doit en conséquence être omise de la proposition.

La dernière phrase du paragraphe 3, alinéa 2, du texte français de l'article 140 de la proposition sera rédigée de la manière suivante : "Il n'en est pas de même du mariage".

.../...

Titre XIV.

La proposition insère dans la loi provinciale un nouveau Titre XIV, intitulé "Dispositions particulières et transitoires relatives au Brabant". Or, cet intitulé est actuellement celui du Titre XI de la loi provinciale. Pour les raisons déjà évoquées plus haut, il convient de maintenir la structure de la loi provinciale.

Article 140bis.

L'article 140bis de la proposition reproduit l'article 5 de la loi provinciale, sans y apporter de modifications. Cette disposition doit en conséquence être omise de la proposition.

Article 140ter.

L'article 140ter de la proposition reproduit l'article 140bis de la loi provinciale en apportant certaines modifications au paragraphe 2.

Ces modifications concernent les références aux articles de la loi provinciale. Il conviendrait de maintenir la numérotation actuelle des articles, eu égard aux observations déjà formulées.

Dans la mesure où l'article 140ter de la proposition n'apporte aucune modification à l'article 140bis de la loi provinciale, il convient de l'omettre de la proposition.

.../...

Articles 140quater, 140quinquies et 140novies.

Ces dispositions doivent être omises de la proposition dans la mesure où elles reproduisent les articles 140quater, 140quinquies et 140novies de la loi provinciale, sans leur apporter des modifications.

Articles 140sexies, 140septies, 140octies.

S'il est dans l'intention des auteurs de la proposition d'abroger les articles 140sexies, 140septies et 140octies de la loi provinciale, il convient de rédiger un article distinct dans les termes suivants :

"Art. Sont abrogés dans la même loi :

- 1° l'article 140sexies, inséré par la loi du 16 juillet 1993;
- 2° l'article 140septies, inséré par la loi du 11 juillet 1994;
- 3° l'article 140octies, inséré par la loi du 11 juillet 1994".

Article 141.

S'il est dans l'intention des auteurs de la proposition de charger le Roi de la réalisation d'une coordination de l'ensemble des textes législatifs relatifs

.../...

aux provinces, il n'est pas adéquat de faire référence à la loi du 13 juin 1961 relative à la coordination et à la codification des lois, dans la mesure où c'est le bureau de coordination du Conseil d'Etat qui est chargé, dans ce cas de la coordination et ce, à la demande soit "du ministre qui a l'administration générale dans ses attributions, soit du ministre compétent".

La jurisprudence élaborée, depuis le début du fonctionnement du Conseil d'Etat, par la section de législation, a défini, d'une manière générale, la coordination comme un procédé technique de rassemblement en un texte unique de dispositions législatives qui, relatives au même objet, sont néanmoins éparses dans plusieurs lois (1).

Il convient en conséquence de formuler avec précision l'étendue de l'habilitation ainsi conférée au Roi.

Dispositions transitoires.

Avant les dispositions transitoires de la proposition, il convient d'insérer la ou les disposition(s) abrogatoire(s).

La mention "Dispositions transitoires" peut être omise.

(1) Chr. Lambotte, "Technique législative et codification", éd. Story - Scientia, 1988, p. 185.

Article 142.

L'article 142 de la proposition est critiquable à maints égards. Ainsi, un article d'une loi n'a pas à être abrogé par une disposition constitutionnelle.

Ensuite, il est inutile de prévoir que les articles 86 à 91, alinéa 2 restent en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient abrogés par ou en vertu de la Constitution, s'agissant de dispositions relatives à la tutelle et déjà abrogées par les régions ou par le législateur fédéral. La même remarque vaut pour les articles 92 à 95 qui ont été abrogés par la loi du 18 mai 1872.

En ce qui concerne l'article 116 de la loi provinciale, celui-ci a été abrogé par le décret de la Région wallonne du 20 juillet 1989 et modifié par le décret flamand du 22 février 1995. Enfin, l'article 125 de la loi provinciale a été abrogé par les décrets précités.

Le législateur fédéral n'est donc pas compétent pour fixer un régime transitoire relatif à ces dispositions. L'article 142 de la proposition doit en conséquence être omis.

Article 143.

Sous réserve de l'observation formulée à propos de l'article 66 de la proposition, il est proposé de rédiger l'article 143 de la proposition de la manière suivante :

.../...

"Art. 143. L'article 66, alinéa 4, de la loi provinciale du 30 avril 1836 reste d'application jusqu'à la date d'entrée en vigueur des nouvelles règles budgétaires, financières et comptables des provinces que le Roi doit déterminer conformément à l'article 66 de la présente loi".

Article 144.

L'article 144 de la proposition concerne l'entrée en vigueur du nouveau Titre X de la proposition consacré au receveur provincial. Il est renvoyé aux observations quant à la numérotation des dispositions et du Titre en question.

La deuxième phrase de l'alinéa 3 de l'article 144 fait référence à l'article 113bis, alinéa 3, de la loi provinciale alors qu'il conviendrait de faire référence à l'alinéa 4 du même article.

Il est proposé de rédiger l'article 144 de la proposition de la manière suivante :

"Art. 144. Les articles 113bis, alinéas 1er, 2, 3 et 5 et 114 de la loi provinciale du 30 avril 1836 restent d'application jusqu'à la date d'entrée en vigueur des dispositions du Titre VIIbis de la même loi, fixée par le Roi. L'entrée en vigueur doit avoir lieu le 1er janvier de l'année civile qu'il désigne.

L'article 113bis, alinéa 4 reste d'application pour les comptables admis à la pension après l'entrée en vigueur du titre VIIbis de la présente loi.

.../...

Lorsque les dispositions du Titre VIIbis précité entrent en vigueur, les comptes de fin de gestion des comptaibles provinciaux doivent être clôturés et approuvés et, le cas échéant, décharge doit leur être donnée sauf pour celui qui devient receveur provincial".

Article 145.

L'article 145 de la proposition concerne la date d'entrée en vigueur du nouveau Titre XIII relatif aux régies provinciales. Il est renvoyé aux commentaires des articles 113bis et 114 de la loi provinciale pour ce qui concerne la numérotation de ce nouveau titre.

Il est proposé de rédiger l'article 145 de la proposition de la manière suivante :

"Art. 145. Les articles 114bis, 114ter et 114quater de la loi provinciale du 30 avril 1836 cessent de produire leurs effets à la date d'entrée en vigueur des dispositions du Titre VIIter de la même loi sauf pour ce qui concerne l'établissement des comptes relatifs aux opérations financières et comptaibles effectuées jusqu'à cette date, et de l'approbation de ces comptes".

Titre XV. - De la consultation populaire provinciale.

S'agissant de nouvelles dispositions, il convient de les insérer avant les dispositions abrogatoires, transitoires et les fixant en vigueur.

.../...

Dans le souci de respecter la structure actuelle de la loi provinciale, il est proposé d'insérer un nouveau Titre Xbis, intitulé "De la consultation populaire provinciale" et comprenant les articles 140-1 à 140-12.

Comme dans son avis n° L. 24.156/2 à propos du projet devenu la loi instaurant la consultation populaire communale, la section de législation du Conseil d'Etat rappelle aux auteurs de la proposition que dans son avis du 15 mai 1985, l'Assemblée générale de la section de législation a tracé les limites dans lesquelles une consultation peut être instaurée et organisée au niveau local sans enfreindre la Constitution.

L'avis a considéré que la consultation n'était admissible que si les questions ne se rapportent qu'à des objets de la compétence du conseil communal, si la réponse des habitants ne lie pas l'autorité communale et si la consultation des habitants ne tend pas à faire trancher par ceux-ci une question qui relève de la politique communale.

Ces limites peuvent être transposées à la consultation populaire provinciale.

Article 146.

L'article 146 de la proposition consacre le principe selon lequel la consultation populaire ne porte que sur des matières relevant de l'intérêt provincial. Cette disposition doit être lue conjointement avec l'article 151 de la proposition qui définit ce qu'il y a lieu d'entendre par "matières d'intérêt provincial".

.../...

Or, parmi les dispositions citées, certaines ne relèvent pas de l'intérêt provincial.

Il en est ainsi des articles 69 et 79 de la loi provinciale qui concerne certaines attributions d'intérêt général.

S'il est dans l'intention des auteurs de la proposition d'étendre le champ d'application de la consultation populaire à des matières confiées aux autorités provinciales et qui ne relèvent pas de l'intérêt provincial, il convient de modifier l'article 146 de la proposition en énumérant directement ces matières.

L'article 151 de la proposition fait référence à l'article 69 de la proposition qui reproduit l'article 69 de la loi provinciale. Dans la mesure où cette disposition énumère une série de dépenses à charge du budget de la province, il convient de s'interroger sur la compatibilité de cette référence avec le deuxième alinéa de l'article 151 qui dispose que "les questions de personne et les questions relatives aux comptes, aux budgets, aux taxes et rétributions provinciales ne peuvent faire l'objet d'une consultation".

La même remarque semble pouvoir être formulée quant à la référence à l'article 71 de la loi provinciale qui fixe le taux des traitements et des pensions des employés salariés par la province ainsi que pour l'article 73 de la loi provinciale.

.../...

La référence à l'article 77 ne semble pas se justifier puisque la proposition l'abroge.

Articles 147, 148 et 149.

Ces dispositions s'inspirent respectivement des articles 319, 320 et 321 de la nouvelle loi communale dont la rédaction est celle suggérée par la section de législation du Conseil d'Etat dans son avis n° L. 24.156/2 précité.

Article 150.

Le cinquième alinéa de l'article 150 de la proposition reproduit le cinquième alinéa de l'article 322 de la nouvelle loi communale, à propos duquel la section de législation du Conseil d'Etat, dans son avis n° L. 24.156/2 a déclaré ce qui suit :

"Lier taux de participation à la consultation et divulgation des résultats n'est pas sans risques.

L'existence d'un seuil minimum à atteindre peut dissuader d'éventuels participants à la consultation d'y prendre part, s'ils sont préoccupés de le faire utilement, cette sorte d'anticipation contribuant à ce que le seuil des 50 p.c. ne soit pas atteint ... Si cette hypothèse devait se vérifier fréquemment, c'est l'institution même de la procédure de consultation qui serait en péril.

Le lien établi par le projet entre taux de participation et dépouillement des résultats a aussi pour effet d'élargir indirectement l'objet de la consultation. Il ne s'agit plus seulement de répondre par oui ou par non à certaines questions; il devient possible de s'opposer au dépouillement du scrutin et, par

.../...

conséquent, à la publication des résultats, en s'abstenant publiquement de participer à la consultation. Le seuil à atteindre à cette fin (la moitié du nombre des électeurs moins un) se calculant en ajoutant aux abstentions motivées par un refus du principe de la consultation, celles qui résultent simplement de convenances personnelles

Il appartiendra au législateur d'apprécier si une solution moins radicale ne serait pas préférable, qui prohiberait, par exemple la publication ou la référence aux résultats du dépouillement sans indication du taux de participation. Subsidiairement, l'obligation de motiver prévue à l'article 325, alinéa 1er, en projet, pourrait être supprimée en-deçà d'un seuil de participation fixé par la loi".

Cette observation vaut également pour le texte examiné.

Article 151.

A propos de l'alinéa 1er, il est renvoyé aux commentaires relatifs à l'article 146 de la proposition.

Dans l'alinéa 3, les chiffres "16" et "40" doivent s'écrire en toutes lettres.

Articles 152 et 153.

Ces dispositions s'inspirent des articles 324 et 325 de la nouvelle loi communale et n'appellent pas d'observations.

.../...

Articles 155, 156 et 157.

Ces dispositions s'inspirent respectivement des articles 327, 328 et 329 de la nouvelle loi communale et n'appellent pas d'observations.

Voorafgaande opmerking.

Het wetsvoorstel dat om advies aan de afdeling wetgeving van de Raad van State is voorgelegd, voldoet niet aan de essentiële vereisten van de wetgevingstechniek.

Zo bevat het voorstel geen enkele inleidende zin. Het is dan ook moeilijk de juiste draagwijdte van de wijziging in te schatten. In feite bevat het voorstel zowel bestaande bepalingen van de provinciewet van 30 april 1836 als wijzigingsbepalingen.

Overeenkomstig artikel 2 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, behoort de afdeling wetgeving zich ertoe te bepalen van beredeneerd advies te dienen over de teksten van voorstellen van wet en van amendementen op die voorstellen. Het staat dan ook niet aan haar om haar adviesbevoegdheid uit te breiden tot de bestaande bepalingen van de provinciewet waarin geen wijzigingen worden aangebracht.

Bijgevolg is het raadzaam de tekst van het voorstel nogmaals aan te passen door alleen die bepalingen te behouden die bepaalde artikelen van de provinciewet wijzigen, vervangen of opheffen, of er nieuwe artikelen invoegen en daarvoor te werken met de gebruikelijke inleidende zinnen.

De nummering van de artikelen en de indeling van het voorstel in titels en hoofdstukken dienen, gelet op wat voorafgaat, grondig te worden herzien.

.../...

Uit onderzoek van het voorstel blijkt tevens dat sommige bepalingen van de provinciewet weergegeven worden onder een andere titel dan die waaronder zij thans vermeld staan. Door de tekst van de provinciewet herin te richten zonder dat er van een coördinatie of van een codificatie sprake is, brengt men stilzwijgend wijzigingen aan in andere normatieve teksten die uitdrukkelijk naar de bepalingen van de voormelde wet verwijzen.

Uit wetgevingstechnisch oogpunt en met het oog op de rechtszekerheid is het dan ook raadzaam de huidige volgorde van de bepalingen van de provinciewet te behouden.

Onderzoek van het ontwerp.

Opschrift.

Het opschrift behoort als volgt te worden aangevuld :

"Wetsvoorstel tot wijziging van de provinciewet van 30 april 1836".

Bepalend gedeelte.

Artikel 1 (nieuw).

Er behoort een artikel 1 te worden ingevoegd waarin, overeenkomstig artikel 83 van de Grondwet, wordt bepaald om welk soort voorstel het gaat.

.../...

Het zou als volgt kunnen worden gesteld :

"Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet".

De nummering van de artikelen van het voorstel behoort dienovereenkomstig te worden aangepast.

Artikel 1 (dat artikel 2 wordt).

Het ontworpen artikel dient als volgt te worden gesteld :

"Art. 2. In artikel 1 van de provinciewet van 30 april 1836 worden de woorden "en een commissaris van de regering" vervangen door de woorden "een bestendige deputatie en een gouverneur".".

Artikel 1bis.

Artikel 1bis van het voorstel neemt artikel 1bis van de provinciewet over zonder er enige wijziging in aan te brengen. Bijgevolg behoort deze bepaling uit het voorstel te worden weggelaten.

.../...

Artikel 2.

Ook artikel 2 van het voorstel dient te vervallen. Het geeft artikel 2 van de provinciewet immers weer zonder er wijzigingen in aan te brengen.

Artikel 2bis (dat artikel 3 wordt).

1. Artikel 2bis van het voorstel is geredigeerd naar het voorbeeld van artikel 12bis van de nieuwe gemeentewet en stond oorspronkelijk in het wetsvoorstel nr. 1-163/1. Deze bepaling zou moeten worden ingevoegd achteraan in hoofdstuk I van Titel VI van de provinciewet. De artikelen 61 en volgende hebben meer bepaald betrekking op het statuut van het provincieraadslid.

2. In haar advies nr. L. 22.501/2 (1) heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State in verband met artikel 12bis van de nieuwe gemeentewet erop gewezen dat de "vertrouwenspersoon", zoals het provincieraadslid, de grondwettelijke eed dient af te leggen.

Bijgevolg behoren wijzigingen te worden aangebracht in de wet van 1 juli 1860 die het eedformulier voor de provincieraadsleden en de leden van de bestendige deputatie vastlegt.

(1) Gedr. St. Senaat, zitting 1992-1993, nr. 851-1.

Artikel 1 van die wet dient als volgt te worden gewijzigd :

"Artikel 1. De provincieraadsleden, de vertrouwenspersonen bedoeld in artikel 63bis van de provinciewet van 30 april 1836 ...".

Artikel 2 van dezelfde wet dient als volgt te worden gesteld :

"Art. 2. De provincieraadsleden en de vertrouwenspersonen bedoeld in artikel 63bis van de provinciewet van 30 april 1836 leggen in openbare vergadering deze eed af in handen van de voorzitter van de provincieraad ...".

De wijzigingen die worden aangebracht in de voormelde wet van 1 juli 1860 zouden kunnen worden opgenomen in een slotbepaling van het voorstel.

3. De inleidende zin dient als volgt te worden gesteld :

"Art. 3. In dezelfde wet wordt een artikel 63bis ingevoegd, luidende :".

Artikel 2ter (dat artikel 4 wordt).

1. Artikel 2ter van het voorstel is geredigeerd naar het voorbeeld van artikel 11 van de nieuwe gemeentewet.

.../...

Ook deze bepaling zou achteraan in hoofdstuk I van Titel VI van de provinciewet moeten worden ingevoegd.

2. In het derde lid van artikel 2ter dient de datum van de provinciekieswet te worden opgegeven en behoort het juiste opschrift ervan te worden vermeld. Men schrijve :

"... overeenkomstig artikel 21, § 2, van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraads-verkiezingen ...".

3. De inleidende zin behoort als volgt te worden gesteld :

"Art. 4. In dezelfde wet wordt een artikel 63ter ingevoegd, luidende :".

Artikel 3.

Artikel 3 van het voorstel dient te vervallen. Het brengt geen enkele wijziging aan in het huidige artikel 3 van de provinciewet.

.../...

Artikel 4.

Artikel 4 van het voorstel heft artikel 4 van de provinciewet op. De laatstgenoemde bepaling is opgesplitst over de artikelen 119 en 130 van het voorstel.

Zoals in de voorafgaande opmerking is gesteld, is het met het oog op de rechtszekerheid raadzaam de huidige volgorde van de artikelen van de provinciewet te behouden.

In ieder geval dienen de opheffingsbepalingen, overeenkomstig de regels van de wetgevingstechniek, aan het eind van het voorstel te komen, vóór de overgangsbepalingen en de bepaling omtrent de inwerkingtreding.

De artikelen 5 en 5bis van de provinciewet.

Artikel 5 van de provinciewet wordt naar artikel 140bis van het voorstel en artikel 5bis naar artikel 129bis van het voorstel verplaatst. Ook hier wordt verwezen naar de voorafgaande opmerking.

Titel II - V.

De artikelen 6 tot 41.

De vermelding dat de Titels II tot V en de artikelen 4 tot 41 worden opgeheven, moet uit het voorstel worden weggelaten. Die opheffingen blijken nu al uit de huidige tekst van de provinciewet.

.../...

Artikel 42.

Artikel 42 van het voorstel, dat overgenomen is uit hoofdstuk I van Titel VI, dient te vervallen.

Artikel 43.

Dit is geen wijzigingsbepaling, maar wel degelijk een huidige bepaling van de provinciewet die al opgeheven is.

Artikel 44 (dat artikel 5 wordt).

Artikel 44 van het voorstel brengt wijzigingen aan in artikel 44 van de provinciewet.

Het artikel dient als volgt te worden gesteld :

"Art. 5. In artikel 44 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 januari 1984, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° het eerste lid wordt aangevuld als volgt : "en ten minste eenmaal per maand";
- 2° tussen het eerste en het tweede lid, dat het derde lid wordt, wordt een nieuw tweede lid ingevoegd, luidende :

.../...

"Deze verplichting is niet van toepassing op de maanden juli en augustus";

- 3° in het artikel wordt een nieuw laatste lid ingevoegd, luidende :

"De voorzitter is er tevens toe gehouden de raad bijeen te roepen op verzoek van de bestendige deputatie op de opgegeven dag en het opgegeven uur met de voorgestelde agenda"".

De artikelen 45 en 46.

Deze artikelen behoeven in het voorstel niet te worden vermeld, aangezien zij in de provinciewet reeds zijn opgeheven.

Artikel 47 (dat artikel 6 wordt).

1. Het tweede en het derde lid van artikel 47 van het voorstel zijn geredigeerd naar het voorbeeld van artikel 90 van de nieuwe gemeentewet.

De bewoordingen van het eerste en het tweede lid dienen met elkaar in overeenstemming te worden gebracht en in het tweede lid dient te worden geschreven : "... ongeacht het aantal aanwezige leden, een geldig besluit nemen ...".

.../...

2. In het derde lid dienen de woorden "Onverminderd de bepalingen van artikel 57" als overbodig te vervallen.

3. De inleidende zin behoort als volgt te worden gesteld :

"Art. 6. Artikel 47 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 27 mei 1975, wordt aangevuld met de volgende leden :".

Artikel 48.

Deze vermelding dient uit het voorstel te worden weggelaten, aangezien deze bepaling reeds is opgeheven.

Artikel 49 (dat artikel 7 wordt).

1. Het artikel behoort als volgt te worden gesteld :

"Art. 7. In artikel 49 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 6 januari 1984 en 11 juli 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het eerste lid worden de woorden "onder voorzitterschap van het oudste lid in jaren, bijgestaan door de jongste twee leden als secretaris," vervangen door de woorden "onder voorzitterschap van het lid dat de grootste anciënniteit bezit als provincieraadslid of, bij gelijke anciënniteit, de oudste van hen, bijgestaan door de jongste twee leden als secretaris,";

.../...

- 2° tussen het eerste en het tweede lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidende :

"Indien de tweede vrijdag bedoeld in het eerste lid evenwel een feestdag is, wordt de vergadering van de nieuwe provincieraad uitgesteld tot de daaropvolgende maandag".

2. Het laatste lid stelt een onverenigbaarheid in tussen de mandaten van voorzitter, ondervoorzitter en lid van het bureau en het mandaat van lid van de bestendige deputatie.

Deze wijziging is voorgesteld in artikel 9 van het wetsvoorstel nr. 1-130/1 en is gerechtvaardigd door het streven om de verschillende functies die binnen de provinciale instellingen worden uitgeoefend niet langer door elkaar te halen. Er behoort een duidelijk onderscheid te worden gemaakt tussen enerzijds de bestendige deputatie, die de uitvoerende macht vertegenwoordigt, en anderzijds de provincieraad, die in zekere zin het "parlement" van de provincie vormt.

Deze bepaling vormt echter een overlapping met artikel 101bis van het voorstel dat in de vervanging voorziet van het lid van de provincieraad dat lid van de bestendige deputatie wordt.

Bijgevolg kan het laatste lid van artikel 49 van het voorstel vervallen.

.../...

Artikel 50 (dat artikel 8 wordt).

1. Het is niet nodig dit artikel in paragrafen in te delen.

2. De paragrafen 2 en 3 zijn geredigeerd naar het voorbeeld van artikel 120 van de nieuwe gemeentewet.

In het kader van die wet hebben de door de gemeenteraad ingestelde commissies echter tot taak de besprekingen in die raad voor te bereiden. In het onderhavige geval hebben de commissies daarentegen een adviesbevoegdheid. De terminologie zou eenvormig moeten worden gemaakt om te voorkomen dat de draagwijdte van de opdrachten van die commissies op uiteenlopende wijzen wordt geïnterpreteerd.

De laatste zin van paragraaf 2 is overbodig, gelet op de onverenigbaarheid waarvan in artikel 101bis van het voorstel sprake is.

3. Paragraaf 4 van artikel 50 van het voorstel heeft betrekking op een andere aangelegenheid dan de voorgaande paragrafen.

Deze bepaling sluit aan bij het streven naar doorzichtigheid van de activiteiten van de provinciale instellingen.

.../...

Men ziet echter niet in waarom de inwoners van de provincie "het recht (hebben) uitleg te vragen over de beraadslagingen", terwijl zij hetzelfde doel kunnen nastreven door de notulen van die beraadslagingen en het daarop betrekking hebbende verslag in te kijken.

Paragraaf 4 dient te vervallen omdat het behoud ervan de indruk zou wekken dat de inwoners van de provincie aan de gezagsdragers rekenschap kunnen vragen, wat ondenkbaar is.

4. De inleidende zin dient te worden geredigeerd als volgt :

"Art. 8. Artikel 50 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 januari 1984, wordt aangevuld met de volgende leden :

(hierop volgt de tekst van de paragrafen 2 en 3 van artikel 50 van het voorstel)".

Artikel 51 (dat artikel 9 wordt).

Artikel 51 van het voorstel is geredigeerd naar het voorbeeld van de artikelen 93, 94 en 95 van de nieuwe gemeentewet.

De inleidende zin behoort als volgt te worden gesteld :

.../...

"Art. 9. Artikel 51 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :".

Artikel 52 (dat artikel 10 wordt).

1. Artikel 52 van het voorstel is geredigeerd naar het voorbeeld van artikel 100 van de nieuwe gemeentewet.

In casu zijn de woorden "Onverminderd het vierde lid" niet gerechtvaardigd, aangezien artikel 52 van het voorstel geen vierde lid bevat dat overeenstemt met dat van artikel 100 van de nieuwe gemeentewet dat bepaalt dat "alleen de voordrachten van kandidaten, benoemingen tot ambten, terbeschikkingstellingen, preventieve schorsingen in het belang van de dienst en tuchtstraffen geschieden bij geheime stemming en eveneens bij volstreckte meerderheid van stemmen."

Hoewel artikel 51, §§ 3 en 4, van het voorstel voorziet in besloten vergaderingen voor de zittingen van de provincieraad gewijd aan kwesties die op individuen betrekking hebben, voorziet het voorstel voor die gevallen in geen enkele vorm van geheime stemming tenzij voor de verkiezing van de leden van de bestendige deputatie.

2. De inleidende zin behoort als volgt te worden gesteld :

.../...

"Art. 10. Artikel 52 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :".

Artikel 52bis.

Artikel 52bis geeft artikel 60 van de provinciewet weer.

Zoals in de voorafgaande opmerking is onderstreept, is het raadzaam de volgorde van de artikelen van de provinciewet niet te wijzigen.

De artikelen 53 en 54.

Deze artikelen dienen te vervallen, aangezien zij de artikelen 53 en 54 van de provinciewet overnemen zonder er wijzigingen in aan te brengen.

Artikel 55 (dat artikel 11 wordt).

1. De inleidende zin behoort als volgt te worden gesteld :

"Art. 11. Artikel 55 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 30 december 1887 en 27 mei 1975, wordt vervangen als volgt :".

.../...

2. De verwijzing naar artikel 130, § 3, in het zesde lid, dient te worden vervangen door een verwijzing naar artikel 119, eerste lid, van de provinciewet.

Artikel 56.

Deze bepaling dient uit het voorstel te worden weggelaten, aangezien zij artikel 56 van de provinciewet overneemt zonder er wijzigingen in aan te brengen.

Artikel 56bis.

Artikel 56bis van het voorstel bepaalt dat een beknopt verslag van de beraadslagingen en besluiten van de provincieraad moet worden opgesteld.

Krachtens artikel 119 van de provinciewet is de griffier echter gehouden de notulen van elke vergadering van de raad op te maken.

Deze beide documenten dreigen een duplicering van elkaar te zijn. Bovendien wordt de bewijskracht van de beknopte verslagen niet gepreciseerd terwijl de notulen tot bewijs van het tegendeel bewijskracht bezitten.

.../...

Artikel 57 (dat artikel 12 wordt).

1. Artikel 57 van het voorstel is geredigeerd naar het voorbeeld van de artikelen 87 en 97 van de nieuwe gemeentewet.

2. Paragraaf 1 van artikel 57 van het voorstel bepaalt dat "behalve in spoedeisende gevallen de oproeping schriftelijk en aan huis (geschiedt), ten minste zeven vrije dagen voor de dag van de vergadering ...".

Diezelfde bepaling preciseert echter niet welke nadere regels in spoedeisende gevallen behoren te worden gevolgd voor het versturen van de oproeping, noch welke termijn dan voor het versturen van die oproeping geldt.

Paragraaf 1 behoort in dat opzicht te worden aangevuld.

3. Het begrip "gevaar", gebruikt in paragraaf 3, is onduidelijk en behoort te worden gepreciseerd.

4. Paragraaf 4 van hetzelfde artikel bepaalt dat elk voorstel dat niet op de agenda voorkomt aan de voorzitter van de bestendige deputatie, dat wil zeggen aan de gouverneur, moet worden overhandigd.

.../...

Gelet op de nieuwe logica die dit voorstel beheerst, namelijk een duidelijkere scheiding tussen de raad en de bestendige deputatie, zou het raadzamer zijn de voorstellen die niet op de agenda voorkomen rechtstreeks aan de voorzitter van de raad te bezorgen.

5. Het laatste lid van paragraaf 4 doet problemen inzake de interpretatie rijzen.

Volgens de tekst van artikel 44 van het voorstel lijkt de voorzitter van de provincieraad bevoegd te zijn om de agenda van de raad vast te stellen.

Er dient echter rekening te worden gehouden met twee afwijkingen van die regel. Zo bepaalt het vierde lid van dat artikel dat de voorzitter op verzoek van een derde van de raadsleden gehouden is de raad op de opgegeven dag en het opgegeven uur met de voorgestelde agenda bijeen te roepen.

Het vijfde lid biedt de bestendige deputatie dezelfde mogelijkheid.

Gelet op de ruime formulering van dat lid, kan men zich beraden over de strekking van paragraaf 4 van artikel 57 van het voorstel, waarbij aan een lid van de bestendige deputatie verboden wordt gebruik te maken van de mogelijkheid waarin het vorige lid voorziet, wat vanzelfsprekend lijkt, maar waarbij geen uitspraak wordt gedaan over de mogelijkheid voor de bestendige deputatie om daarvan gebruik te maken.

.../...

6. De inleidende zin behoort als volgt te worden gesteld :

"Art. 12. Artikel 57 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 januari 1984, wordt vervangen als volgt :".

Artikel 57bis (dat artikel 13 wordt).

1. De inleidende zin behoort als volgt te worden gesteld :

"Art. 13. In dezelfde wet wordt een artikel 57bis ingevoegd, luidende : ".

Deze bepaling is geredigeerd naar het voorbeeld van artikel 87bis van de nieuwe gemeentewet.

2. Het tweede lid van artikel 57bis maakt gebruik van het begrip "nog lopende termijn" zonder te preciseren wat daaronder dient te worden verstaan. De ontworpen bepaling dient een minimumtermijn te bepalen.

Hetzelfde lid verwijst naar artikel 57, § 1, tweede lid, terwijl het gaat om het geval bedoeld in artikel 57, § 4.

De Franse tekst verwijst naar artikel 57, § 1, eerste lid. Hij zou in dezelfde zin moeten worden verbeterd.

.../...

Artikel 58 (dat artikel 14 wordt).

Artikel 58 van het voorstel is geredigeerd naar het voorbeeld van artikel 98 van de nieuwe gemeentewet.

De inleidende zin dient als volgt gesteld te worden :

"Art. 14. Artikel 58 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :".

Artikel 59.

Deze bepaling dient uit het voorstel weggelaten te worden, aangezien zij artikel 59 van de provinciewet overneemt, zonder er wijzigingen in aan te brengen.

Artikel 60.

Artikel 60 van het voorstel heft artikel 60 van de provinciewet op, daar die bepaling overgenomen wordt in artikel 52bis van het voorstel. Er wordt verwezen naar de opmerking betreffende dat laatste artikel.

Artikel 61 (dat artikel 15 wordt).

1. Het artikel dient als volgt gesteld te worden :

.../...

"Art. 15. In artikel 61 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 januari 1984, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen het eerste en het tweede lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidende :

"...";

2° in de Franse tekst van het tweede en het derde lid worden de woorden "indemnité de frais de route" vervangen door de woorden "indemnité de frais de déplacement";

3° het vierde lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

(hierop volgt de tekst van het vijfde lid van artikel 61 van het voorstel, met dien verstande dat hier ook "vergoeding voor reiskosten" dient te worden geschreven)".

2. Het tweede lid van artikel 61 van het voorstel verwijst naar "de weddeschaal van opsteller bij het Rijk" terwijl die graad vervangen werd door die van "bestuurs-assistent".

Artikel 62.

Deze bepaling dient uit het voorstel weggelaten te worden aangezien zij artikel 62 van de provinciewet overneemt, zonder er wijzigingen in aan te brengen.

.../...

Artikel 63 (dat artikel 16 wordt).

1. Deze bepaling is geredigeerd naar het voorbeeld van artikel 92 van de nieuwe gemeentewet.

In fine van 1° van de Franse tekst zou het beter zijn te schrijven : "un intérêt personnel et direct".

2. De opheffing bedoeld in 4° van artikel 63 van het voorstel heeft geen zin daar artikel 63 van de provinciewet geen 4° heeft.

Aangezien het tweede lid van artikel 63 van de provinciewet niet meer overgenomen wordt in de voorgestelde tekst, wordt ervan uitgegaan dat het weggelaten is.

3. In 6° dient het woord "technicus" vervangen te worden door het woord "deskundige".

4. Het laatste lid bepaalt dat de verbodsbepalingen bedoeld in artikel 63 van toepassing zijn op de griffier en op de leden van de bestendige deputatie.

Het zou beter zijn de vertrouwenspersonen eveneens aan die verbodsbepalingen te onderwerpen.

.../...

5. De inleidende zin dient als volgt gesteld te worden :

"Art. 16. Artikel 63 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 30 december 1887, wordt vervangen als volgt :".

HOOFDSTUK II.

Artikel 64.

De vermelding van hoofdstuk II en van artikel 64 dient uit het voorstel weggelaten te worden, aangezien er geen wijzigingen in aangebracht worden.

Artikel 65 (dat artikel 17 wordt).

1. Het eerste lid van artikel 65 van het voorstel stelt als beginsel dat de raad alles regelt wat van provinciaal belang is, overeenkomstig artikel 162, tweede lid, 2° van de Grondwet.

Het tweede deel van artikel 65 van het voorstel wordt zelf gehaald uit wetsvoorstel nr. 1-130/1 dat in artikel 16 bepaalt dat de provincieraad eveneens kan beraadslagen en besluiten over elk ander onderwerp dat tot de bevoegdheid van de provincie behoort, welke bevoegdheid vermeld wordt in het nieuwe artikel 6 van voornoemd voorstel. Dat artikel 6 dat niet is overgenomen in het voorstel

.../...

dat om advies is voorgelegd aan de Raad van State, is als volgt gesteld :

"Art. 6. De provincie ziet erop toe dat de nationale wetten en de decreten van gemeenschappen en gewesten op haar grondgebied worden toegepast.

Zij staat de gemeenten bij en adviseert hen bij de uitvoering van hun taken, coördineert hun optreden en stimuleert met name de technische coördinatie van de gemeentediensten.

Zij controleert de gemeentebesturen en de provinciale instellingen waarin de provincie en de intercommunale verenigingen deel hebben".

Artikel 65 "regelt alles wat van provinciaal belang is; (de raad) beraadslaagt en besluit over elk ander onderwerp dat tot de bevoegdheid van de provincie behoort of dat hem door de hogere overheid wordt voorgelegd". Dat begrip heeft geen enkele zin als het afzonderlijk beschouwd wordt, zoals in het onderhavige geval. Ofwel beraadslaagt en besluit de provincieraad over provinciale aangelegenheden, ofwel treedt hij op in het kader van opdrachten die hem worden toevertrouwd door de federale overheid of door de overheid van de gemeenschappen of de gewesten (zie artikel 46 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen) en die men niet kan omschrijven "als bevoegdheden van de provincie", maar wel "als bevoegdheden die door de hogere overheid worden voorgelegd".

.../...

Er wordt derhalve voorgesteld om in het eerste lid de woorden "dat tot de bevoegdheid van de provincie behoort of" te laten wegvallen.

2. De inleidende zin dient als volgt te worden gesteld :

"Art. 17. Artikel 65 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 30 december 1887 en 6 juli 1987, wordt vervangen als volgt :".

Artikel 65bis (dat artikel 18 wordt).

De inleidende zin dient als volgt te worden gesteld :

"Art. 18. In dezelfde wet wordt een artikel 65bis ingevoegd, luidende :".

Die bepaling is ontleend aan artikel 84 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd bij de wet van 11 juli 1994.

1. Paragraaf 1 van artikel 65bis van het voorstel moet de stukken en de akten die betrekking hebben op een bevoegdheid van uitsluitend algemeen belang uitgaande van de gouverneur of van de bestendige deputatie aan het inzage-recht van de leden van de raad onttrekken.

.../...

Dezelfde opmerking dient geformuleerd te worden voor het vierde lid van paragraaf 1.

2. Paragraaf 3 van hetzelfde artikel is geredigeerd naar het voorbeeld van paragraaf 3 van artikel 84 van de nieuwe gemeentewet.

In het tweede lid van die paragraaf 3 behoort verduidelijkt te worden wat men dient te verstaan onder de woorden "behoudens uitzonderingen die de wet bepaalt en zonder op enige wijze afbreuk te doen aan de aan de gouverneur of de bestendige deputatie toegekende bevoegdheden ...".

Artikel 66 (dat artikel 19 wordt).

1. Het spreekt vanzelf dat de wetgever, door in paragraaf 1 met algemene termen te werken, de Koning niet kan machtigen zich de bevoegdheden aan te matigen die door de Grondwet en door de wet worden voorbehouden aan de provincies en hun instellingen.

De machtiging die aan de Koning wordt verleend wordt niet duidelijk genoeg afgebakend.

Deze behoort herzien te worden, te meer omdat de bevoegdheid van de wetgever in dit geval, bepaald wordt door artikel 162 van de Grondwet.

.../...

2. Er moet eveneens verduidelijkt worden over welke rekenplichtigen het gaat.

3. De inleidende zin dient als volgt gesteld te worden :

"Art. 19. Artikel 66 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 11 juli 1952, 28 juni 1963, 6 januari 1984 en 15 maart 1991 wordt vervangen als volgt :".

Artikelen 67 en 68.

Die bepalingen dienen te vervallen aangezien ze de artikelen 67 en 68 van de provinciewet ongewijzigd overnemen.

Artikel 69 (dat artikel 21 wordt).

Artikel 69 van het voorstel neemt artikel 69 van de provinciewet over, waarin evenwel een aantal wijzigingen zijn aangebracht. Zo vermeld 2° onder de uitgaven die aan de provincie zijn opgelegd de huurgelden en de kosten ... betreffende de lokalen van hoven van assisen, arbeidshoven, rechtbanken van eerste aanleg en rechtbanken van koophandel in de provincies waar die rechtscolleges gevestigd zijn. In artikel 69, 2°, van het voorstel zijn de rechtbanken van eerste aanleg echter weggefallen. Bovendien is in 13° van de Franse tekst sprake van "dettes de la province liquidées

.../...

et exigées" terwijl in de huidige tekst gesproken wordt over "dettes liquidées et exigibles".

Alleen 17° heeft een ware wijziging ondergaan, zodat de inleidende zin als volgt gesteld moet worden :

"Art. 21. Artikel 69, 17°, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 27 mei 1975, wordt vervangen als volgt :".

In de Franse tekst dienen de woorden "dont question" vervangen te worden door het woord "visées".

Artikel 70, 71, 72 en 73.

Die bepalingen dienen uit het voorstel weggelaten te worden, aangezien zij de artikelen 70, 71, 72 en 73 van de provinciewet ongewijzigd overnemen.

Artikel 74.

Artikel 74 van het voorstel neemt artikel 74 van de provinciewet over maar verwijst evenwel naar artikel 128 van het voorstel, in plaats van artikel 124 van de provinciewet.

Er is geen reden meer om thans te verwijzen naar artikel 124 van de provinciewet, zoals gewijzigd bij de wet van 6 juli 1987. Het oude artikel 124 bepaalde immers in het laatste lid dat "de rechtsgedingen van de provincie als

.../...

eiser of als verweerder (...) gevoerd (worden) namens de deputatie, ten verzoeken van de gouverneur". Dat lid is echter in 1987 opgeheven.

Het laatste lid van artikel 74 van het voorstel behoort derhalve te vervallen.

Artikel 75 (dat artikel 22 wordt).

Artikel 75 van het voorstel is geredigeerd naar het voorbeeld van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet, met uitzondering van het laatste lid dat ontleend is aan artikel 236 van dezelfde wet.

Het begrip "gewone begroting" bedoeld in het tweede lid behoort geactualiseerd te worden.

De inleidende zin dient als volgt gesteld te worden :

"Art. 22. Artikel 75 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1948, wordt vervangen als volgt :".

Artikelen 76, 78, 79, 80, 81, 82, 83 en 84.

Die bepalingen dienen uit het voorstel weggelaten te worden, aangezien zij de artikelen 76, 78, 79, 80, 81, 82, 83 en 84 van de provinciewet ongewijzigd overnemen.

.../...

Artikel 77.

Artikel 77 van het voorstel heft artikel 77 van de provinciewet op.

Aangezien het gaat om een opheffingsbepaling, behoort zij in fine van het voorstel opgenomen te worden, overeenkomstig de regels van de wetgevingstechniek.

Artikel 85.

Artikel 85 van het voorstel neemt artikel 85 van de provinciewet over, maar het tweede lid van de Franse tekst laat evenwel de verwijzing naar "objets déjà régis par des lois" achterwege.

Die verwijzing wordt echter wel vermeld in de Nederlandse tekst. Dat gebrek aan overeenstemming behoort weggewerkt te worden.

Titel VI.Hoofdstuk III.

De indieners van het voorstel wensen blijkbaar het merendeel van de bepalingen van Hoofdstuk III op te heffen, waarin het toezicht behandeld wordt, gelet op de regionali-

.../...

sering (1) van die aangelegenheid (artikel 7 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen). Enkel artikel 91 van de provinciewet zou overblijven.

Aangezien het om een geregionaliseerde aangelegenheid gaat, komt het de federale wetgever niet toe om die bepalingen op te heffen die grotendeels opgeheven zijn door decreten van de Gewesten.

Titel VII.

Hoofdstuk I.

Uit het voorstel dient de vermelding van titels en hoofdstukken weggelaten te worden als er geen veranderingen in aangebracht worden.

Artikel 96 (dat artikel 23 wordt).

Paragraaf 2 van artikel 96 van het voorstel is geredigeerd naar het voorbeeld van artikel 15 van de nieuwe gemeentewet.

(1) Zie in verband daarmee het decreet van de Waalse gewestraad van 20 juli 1989 houdende organisatie van het toezicht op de gemeenten, de provincies en op de intercommunales van het Waals Gewest, alsook het decreet van 22 februari 1995 tot regeling van het administratief toezicht op de provincies in het Vlaams Gewest (B.S. 28 februari 1995, blz. 4479).

De redactie van de voorgestelde tekst is nochtans niet erg duidelijk.

De akten van voordracht van de kandidaten voor de bestendige deputatie moeten immers nu eens in handen van de voorzitter van de raad worden neergelegd, dan weer in handen van de gouverneur.

De tekst lijkt een onderscheid te willen maken tussen een gedeeltelijke verkiezing van de leden van de deputatie en een volledige verkiezing in geval van vernieuwing van de deputatie. Dit onderscheid moet duidelijker blijken uit de tekst.

De aandacht van de indieners van het voorstel behoort gevestigd te worden op een arrest van het Arbitragehof nr. 71/94 van 6 oktober 1994, welk arrest gewezen is ingevolge een prejudiciële vraag die door de Raad van State gesteld is omtrent artikel 15, § 1, van de nieuwe gemeentewet.

Het Hof heeft het oordeel van de Raad van State gevolgd dat "mondelinge voordrachten niet toegelaten zijn wanneer de schriftelijk voorgedragen kandidaten niet de vereiste meerderheid van de stemmen verkrijgen en dat in die omstandigheden ook een verkiezing zonder voordracht uitgesloten is".

.../...

Artikel 96 van het voorstel verwijst naar het begrip "bestendig afgevaardigden" terwijl in andere bepalingen het begrip "leden van de bestendige deputatie" gebruikt wordt.

De terminologie behoort eenvormig gemaakt te worden.

Het artikel dient als volgt gesteld te worden :

"Art. 23. In artikel 96 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 16 juli 1993, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het eerste lid worden de woorden "in elke provincie" weggelaten;
- 2° het eerste, tweede en derde lid vormen paragraaf 1;
- 3° artikel 96 wordt aangevuld met de paragrafen 2, 3 en 4, luidende :".

Artikelen 97, 98, 99 en 100.

Deze bepalingen dienen te vervallen aangezien zij geen wijzigingen aanbrengen aan de artikelen 97, 98, 99 en 100 van de provinciewet.

.../...

Artikel 100bis (dat artikel 24
wordt).

1. Artikel 100bis van het voorstel is voorgesteld door wetsvoorstellen nrs. 1-130/1 en 1-229/1.

Uit de toelichting bij die voorstellen blijkt de wil om op provinciaal niveau te voorzien in het ter verantwoording roepen van de bestendige deputatie door middel van een constructieve motie van wantrouwen, die voor de federale regering vastgelegd is in artikel 96 van de Grondwet en voor de regeringen van de gemeenschappen en de gewesten in artikel 71 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Men kan zich vragen stellen bij de verenigbaarheid van die regeling met de opdrachten van rechterlijke aard die de bestendige deputatie vervult, alsook met de opdrachten die haar zijn toevertrouwd door de hogere overheid.

2. De inleidende zin dient als volgt gesteld te worden :

"Art 24. In dezelfde wet wordt een artikel 100bis ingevoegd, luidende :".

Artikel 101 (dat artikel 25 wordt).

De inleidende zin dient als volgt te worden gesteld :

.../...

"Art. 27. Artikel 101 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :".

Artikel 101bis (dat artikel 26 wordt).

Artikel 101bis stelt een onverenigbaarheid in tussen het mandaat van lid van de bestendige deputatie en het mandaat van provincieraadslid.

De inleidende zin dient als volgt gesteld te worden :

"Art. 26. In dezelfde wet wordt een artikel 101bis, ingevoegd, luidende :".

Artikel 102 (dat artikel 27 wordt).

De inleidende zin dient als volgt gesteld te worden :

"Art. 27. In artikel 102 van dezelfde wet vervallen de woorden "tenzij het lid vroeger ophoudt deel uit te maken van de provincieraad"".

.../...

Hoofdstuk II.

Artikel 103.

De vermelding "Opgeheven" dient uit het voorstel weggelaten te worden, daar zij enkel een weergave is van de huidige provinciewet.

Artikel 104 (dat artikel 28 wordt).

1. Artikel 104 van het voorstel wordt voorgesteld in wetsvoorstel nr. 1-230/1. Uit de toelichting daarbij blijkt dat men wil vermijden dat de provinciegouverneur, wat het toezicht betreft, zowel rechter als partij zou zijn. De gouverneur blijft lid van de bestendige deputatie, maar heeft geen stemrecht meer, behalve echter wanneer de bestendige deputatie rechtsprekende taken uitoefent.

Wat de rol van de gouverneur betreft, dient artikel 104 de regels die gevolgd moeten worden wanneer de bestendige deputatie een rechtsprekende taak uitoefent, te onderscheiden van die welke zijn overige taken bepalen.

2. De tweede zin van paragraaf 5 dient als overbodig te vervallen.

.../...

3. Het artikel dient als volgt gesteld te worden :

"Art. 28. In artikel 104 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1987 en 16 juli 1993, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

"...";

2° tussen het vijfde en het zesde lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidende :

"De bestendige deputatie wijst de rapporteur aan die het dossier inleidt en de voorstellen formuleert";

3° het vijfde lid wordt vervangen als volgt :

"Elk besluit wordt genomen bij volstrekte meerderheid van de aanwezige leden. Wanneer de bestendige deputatie een rechtsprekende taak uitoefent, is de stem van de gouverneur beslissend bij staking van stemmen".

.../...

Artikelen 104bis en 105.

Deze bepalingen moeten uit het voorstel worden weggelaten, daar ze geen wijzigingen aanbrengen in de artikelen 104bis en 105 van de provinciewet.

Artikel 106 (dat artikel 29 wordt).

1. Artikel 106 van het voorstel neemt grotendeels artikel 106 van de provinciewet over, doch brengt enkele wijzigingen erin aan.

Het derde lid van artikel 106 van de provinciewet bepaalt dat de "bestendige deputatie (...) zorg (draagt) voor het voorafgaande onderzoek van de zaken van provinciaal belang", een precisering die niet meer voorkomt in de tekst van het voorstel.

Die precisering blijkt echter zeer belangrijk te zijn. Indien ze wordt weggelaten, dienen de zaken die de gewesten of gemeenschappen aan de provinciale overheid hebben toevertrouwd, eveneens ter fine van voorafgaand onderzoek aan de bestendige deputatie te worden voorgelegd.

Het staat echter aan de decretale wetgever om zelf te bepalen welke organen in de provincie bevoegd zijn om de zaken te behartigen die hij gedelegeerd heeft.

.../...

2. In het laatste lid strookt de uitdrukking "het personeel dat ... ter beschikking wordt gesteld van de provincie" niet met de werkelijkheid. In feite is dat personeel gedetacheerd uit zijn bestuur van herkomst en onder het gezag van de provinciegouverneur geplaatst.

3. Het artikel moet als volgt worden gesteld :

"Art. 29. In artikel 106 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 27 mei 1975, 6 januari 1984 en 6 juli 1987, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° de laatste zin van het vijfde lid wordt vervangen als volgt : ...;
- 2° het zesde lid wordt vervangen als volgt : ...".

Artikel 107 (dat artikel 30
wordt).

Eerste lid.

Het eerste lid moet als overbodig vervallen.

.../...

Tweede lid.

Deze bepaling komt eveneens voor in artikel 31 van het voorstel van wet 1-130/1. Uit de toelichting blijkt dat die bepaling beoogt te voorkomen dat de bestendige deputatie meer bevoegdheden krijgt dan bij het wetsvoorstel is bepaald, zulks teneinde bij de uitbreiding van bevoegdheden de raad te bevoordelen.

Het tweede lid beoogt de mogelijkheden van delegatie van de provincieraad ten behoeve van de bestendige deputatie te regelen.

Zulke delegaties zijn in de tijd beperkt tot een maximumduur van één jaar, en ze zijn tevens beperkt tot bepaalde bevoegdheden, met dien verstande dat van een zodanige delegatie de bevoegdheden worden uitgesloten "welke door de Grondwet en artikel 81 van deze wet voor de raad zelf worden gereserveerd".

Voordat artikel 107 van de provinciewet opgeheven is bij de wet van 6 januari 1984, luidde het als volgt :

"Wanneer de raad niet vergaderd is, kan de deputatie uitspraak doen over de zaken die bepaaldelijk de raad voorbehouden zijn, in gevallen waarin zij geen uitstel toelaten en onder verplichting er hem bij zijn eerste bijeenkomst kennis van te geven.

Die bevoegdheid strekt zich niet uit tot de begrotingen, tot de rekeningen, noch tot de aan de raad toegekende benoemingen en voordrachten van kandidaten,

.../...

noch tot de beslissingen voorzien in het artikel 112, derde lid.

De raad kan de bij dit artikel veroorloofde beslissingen van de deputatie intrekken of wijzigen, onverminderd nochtans de tenuitvoerlegging die er aan mocht gegeven zijn".

Krachtens artikel 162, tweede lid, 2°, van de Grondwet staat het echter aan de provincieraden om alles te regelen wat van provinciaal belang is, waarbij de wetgever ermee belast wordt de toepassing van dat beginsel te verzekeren.

Artikel 107, tweede lid, van het voorstel is in zijn huidige lezing niet duidelijk omtrent de omvang van de bevoegdheden die voor delegatie in aanmerking komen. Het artikel 81 waarnaar wordt verwezen, kan niet artikel 81 van de provinciewet zijn, daar het is opgeheven bij de wet van 27 mei 1975.

Wellicht wordt het artikel 81 bedoeld dat is opgenomen in artikel 18 van voorstel 1-130/1, doch dat niet is overgenomen in het onderhavige voorstel.

Deze bepaling luidt als volgt :

"Art. 81. De raad oefent bovendien de bevoegdheden uit :

.../...

- 1° van de Staat, het gewest of de gemeenschap, die hem in het kader van de decentralisatie of de deconcentratie worden toegekend;
- 2° die hij aanvaardt uit te oefenen op verzoek van een of meer gemeenten van zijn grondgebied".

Een zodanige delegatie is uit het oogpunt van de bevoegdheden die van louter provinciaal belang zijn, niet in overeenstemming met de Grondwet. Uit het oogpunt van de bevoegdheden die door de federale overheid of de deelentiteiten zouden zijn verleend, wat reeds een delegatie inhoudt, is de regeling voorgesteld in artikel 107 van het voorstel niet aanvaardbaar, omdat ze in een subdelegatie voorziet. Bijgevolg moet het tweede lid vervallen.

Artikel 108 (dat artikel 31 wordt).

Het tweede lid van artikel 108 van het voorstel is overbodig, gelet op het laatste lid van artikel 63 van het voorstel, dat de erin genoemde onverenigbaarheden toepasselijk verklaart op de leden van de bestendige deputatie.

Het artikel moet als volgt worden gesteld :

"Art. 31. In artikel 108 van dezelfde wet worden tussen de woorden "van de Staat" en "of van een gemeente in de

.../...

provincie" de woorden "van de Gemeenschappen en de Gewesten" ingevoegd".

Artikelen 109, 110 en 111.

Deze artikelen moeten uit het voorstel worden weggelaten, daar ze geen wijzigingen aanbrengen in de artikelen 109, 110 en 111 van de provinciewet.

Artikel 112 (dat artikel 32 wordt).

Artikel 112, derde lid, van het voorstel neemt gedeeltelijk het tweede lid van artikel 112 van de provinciewet over. De vraag rijst evenwel of het artikel in overeenstemming is met de artikelen 131 en volgende van het voorstel, die het ambt van "provincieontvanger" instellen. Deze laatste wordt naar het voorbeeld van het Rekenhof belast met de controle op de wettigheid van de uitgaven.

Het artikel moet als volgt worden gesteld :

"Art. 32. In artikel 112 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 28 december 1883, 18 mei 1951, 26 februari 1958, 28 juni 1963, 10 juli 1979 en 6 januari 1984, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

.../...

- 1° in de Franse lezing van het eerste lid wordt na het woord "députation" het woord "permanente" toegevoegd;
- 2° in het tweede lid worden tussen de woorden "de voorzitter" en "en de griffier" de woorden "van de bestendige deputatie" ingevoegd;
- 3° in het vierde lid worden de cijfers "100.000" en "20.000", die respectievelijk voorkomen in de punten a) en b), vervangen door de cijfers "2.000.000" en "100.000";
- 4° in het laatste lid vervallen de woorden "en de comptabiliteit".

Artikel 113 (dat artikel 33 wordt).

De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"Art. 33. In artikel 113 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 11 juli 1952, worden het eerste en het tweede lid vervangen als volgt :".

Artikel 113, eerste lid, van het voorstel is in zeer algemene bewoordingen gesteld, waarbij de wetgever niet bepaalt welke criteria de Commissie voor het Bank- en Financiewezen in aanmerking dient te nemen om de financiële instelling te erkennen die bevoegd is om de algemene

.../...

ontvangsten en uitgaven van de provincies te doen. De tekst geeft niet aan volgens welke procedure die erkenning moet geschieden. Er moet uitdrukkelijk worden verwezen naar de financiële instellingen die in het kader van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, algemeen beschouwd, van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen een vergunning gekregen hebben.

Het tweede lid vooronderstelt dat de provincies hun rekeningen behouden bij de naamloze vennootschap "Gemeentekrediet van België" - ten behoeve waarvan een privilege wordt ingevoerd -, terwijl het eerste lid aan die situatie van oneigenlijk monopolie een eind maakt. Dit gebrek aan overeenstemming moet worden verholpen.

Artikel 113 van het voorstel moet in vele opzichten worden aangevuld.

Artikelen 113bis en 114 van de provinciewet
(die de artikelen 33 en 34 worden).

Het voorstel van wet verwijst niet meer naar artikel 113bis van de provinciewet, dat in iedere provincie het ambt van rekenplichtige instelt, doch het voert in zijn artikel 131 het ambt van provincieontvanger in.

.../...

Bijgevolg moet artikel 113bis van de provinciewet worden vervangen en moet op die plaats een nieuwe "Titel VIIbis - De provincieontvanger" worden ingevoegd, waarin alle desbetreffende bepalingen van het voorstel worden opgenomen (de artikelen 131 tot 131undecies), doch met inachtneming van de nummering van de provinciewet, te weten de artikelen 113bis tot 113undecies, en met dien verstande dat artikel 131undecies van het voorstel artikel 114 van de provinciewet wordt.

De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"Art. 33. Na artikel 113 van dezelfde wet wordt een titel VIIbis ingevoegd, bestaande uit de artikelen 113bis tot 114, luidende :".

Als gevolg van deze nieuwe titel VIIbis dient een titel VIIter te worden ingevoegd, met als opschrift "De provinciebedrijven en de autonome provinciebedrijven", die de artikelen 114bis tot 114undecies van het voorstel bevat.

De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"Art. 34. Na artikel 114 van dezelfde wet wordt een titel VIIter ingevoegd, bestaande uit de artikelen 114bis tot 114undecies, luidende :".

Titel XIII van het voorstel moet bijgevolg vervallen.

.../...

Artikel 114bis (dat artikel 35
wordt).

Artikel 114bis van het voorstel betreft de oprichting van provinciebedrijven, en de redactie ervan is gebaseerd op artikel 261 van de nieuwe gemeentewet.

Artikel 114ter van het voorstel heeft zijnerzijds betrekking op de oprichting van autonome provinciebedrijven met rechtspersoonlijkheid, en de redactie ervan is gebaseerd op artikel 263bis van de nieuwe gemeentewet.

Gelet op het bestaan van deze twee categorieën van bedrijven zou het verkieslijk zijn in titel VIIter twee hoofdstukken op te nemen die respectievelijk handelen over het provinciebedrijf en het autonome provinciebedrijf.

Hoofdstuk I zou inzonderheid artikel 114bis van het voorstel bevatten. In dat verband is het niet duidelijk waarom de artikelen 114ter en 114quater van de provinciewet niet meer opgenomen zijn in het voorstel, ofschoon ze de regels bevatten volgens welke de provinciebedrijven beheerd worden.

Hoofdstuk II zou de bepalingen van het voorstel bevatten die betrekking hebben op de autonome provinciebedrijven; indien de artikelen 114ter en 114quater van de provinciewet gehandhaafd blijven, moet de nummering ervan evenwel worden herzien.

.../...

De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"Art. 35. Artikel 114bis van dezelfde wet, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 24 van 26 juli 1939, wordt vervangen als volgt :".

Artikel 114ter (dat artikel 36 wordt).

1. Volgens de rechtsleer (1) moet de bevoegdheid die krachtens artikel 114bis van de provinciewet aan de Koning wordt verleend om te bepalen welke provinciale inrichtingen en diensten van industriële of commerciële aard als een provinciebedrijf worden georganiseerd, aldus verstaan worden dat geen afbreuk wordt gedaan aan de provinciale autonomie, met dien verstande dat de provincie vrijelijk provinciebedrijven opricht en de Koning zich ertoe bepaalt aan te wijzen welke "feitelijke provinciebedrijven" georganiseerd worden als "zogenaamde provinciebedrijven naar recht".

Artikel 114ter van het voorstel moet eveneens in die zin worden verstaan.

(1) M.A. Flamme, "Droit administratif", deel I, Brussel, Bruylant, 1989, blz. 252.

2. De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 36. In dezelfde wet wordt een artikel 114quinquies ingevoegd, luidende :

"Art. 114quinquies. De provincieraad kan de inrichtingen en diensten van industriële of commerciële aard organiseren als autonome provinciebedrijven met rechtspersoonlijkheid.

De Koning bepaalt ... (voorts zoals in het voorstel)"".

Artikel 114quater (dat artikel 37 wordt).

Artikel 114quater van het voorstel is geredigeerd naar het voorbeeld van artikel 263ter van de nieuwe gemeentewet.

Paragraaf 2, derde lid, is zeer onduidelijk en behoort opnieuw te worden geformuleerd.

De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"Art. 37. In dezelfde wet wordt een artikel 114sexies ingevoegd, luidende :".

.../...

Artikel 114quinquies (dat artikel 38
wordt).

Artikel 114quinquies van het voorstel is geredigeerd naar het voorbeeld van artikel 263quater van de nieuwe gemeentewet.

De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"Art. 38. In dezelfde wet wordt een artikel 114septies ingevoegd, luidende :".

Artikel 114sexies (dat artikel 39
wordt).

Artikel 114sexies van het voorstel is geredigeerd naar het voorbeeld van artikel 263quinquies van de nieuwe gemeentewet.

De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"Art. 39. In dezelfde wet wordt een artikel 114octies ingevoegd, luidende :".

.../...

Artikel 114septies (dat artikel 40
wordt).

Artikel 114septies van het voorstel is geredigeerd naar het voorbeeld van artikel 263sexies van de nieuwe gemeentewet. De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft in zijn advies nr. L. 23.236/2 omtrent die bepaling een opmerking gemaakt.

Paragraaf 2 van artikel 114septies bepaalt dat de autonome provinciebedrijven "rechtstreeks of onrechtstreeks (kunnen) participeren in publiek- of privaatrechtelijke ondernemingen, verenigingen en instellingen, hierna genoemd de filialen, waarvan het maatschappelijk doel overeenstemt met hun doel".

De beslissingen die de provinciebedrijven in dat verband nemen, worden onttrokken aan de controle van de provinciale overheid, met uitzondering van de indirecte controle door de bemoeiing van de leden van de provincieraad.

In de gevallen waarin het aldus opgerichte filiaal een wijze is van het zich met elkaar verstaan of verenigen in de zin van artikel 162, vierde lid, van de Grondwet, ressorteert die aangelegenheid bijgevolg hetzij onder de bijzondere federale wetgever, volgens het bepaalde in dat artikel, hetzij onder de gewestwetgever.

.../...

Bovendien is het woord "filiaal" een term eigen aan het handelsrecht en heeft het in deze rechtstak een betekenis die niet overeenstemt met de enkele directe of indirecte participatie in "publiek- of privaatrechtelijke ondernemingen, verenigingen of instellingen".

Deze term behoort door een geschikter woord te worden vervangen.

Ten slotte doet paragraaf 2, tweede lid, in de voorgestelde lezing grondig afbreuk aan de gelijkheid van de vennoten, die een grondregel is in het vennootschapsrecht.

De tekst moet derhalve grondig worden herzien.

Artikel 114octies (dat artikel 41 wordt).

Artikel 114octies van het voorstel is geredigeerd naar het voorbeeld van artikel 263septies van de nieuwe gemeentewet.

De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"Art. 41. In dezelfde wet wordt een artikel 114decies ingevoegd, luidende :".

.../...

Artikel 114novies (dat artikel 42
wordt).

Deze bepaling is geredigeerd naar het voorbeeld van artikel 263octies van de nieuwe gemeentewet, naar aanleiding waarvan de afdeling wetgeving van de Raad van State in haar advies L. 23.236/2 opgemerkt heeft dat het artikel mocht vervallen, aangezien het voorstel het autonome gemeentebedrijf niet omschreef als een vennootschap op aandelen.

Die opmerking geldt ook in het onderhavige geval.

Artikel 114decies (dat artikel 43
wordt).

Dit artikel is geredigeerd naar het voorbeeld van artikel 263novies van de nieuwe gemeentewet.

De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"Art. 43. In dezelfde wet wordt een artikel 114duodecies ingevoegd, luidende :".

Artikel 114undecies (dat artikel 44
wordt).

De strekking van artikel 114undecies van het voorstel is bijzonder onduidelijk.

.../...

De eerste twee leden verlenen de provincieraad buitensporige bevoegdheden.

Zo kan de provincieraad rechtspersoonlijkheid toekennen aan instellingen of verenigingen.

Het is tevens zeer moeilijk deze twee leden met elkaar in overeenstemming te brengen, in zoverre het eerste lid verwijst naar de "toetreding" van provincies tot instellingen of verenigingen die noodzakelijkerwijs reeds moeten zijn opgericht, terwijl het tweede lid lijkt in te houden dat onder meer de regels inzake de oprichting ervan door de provincieraad moeten worden vastgesteld.

Artikel 114undecies van het voorstel moet grondig worden herzien.

Artikel 115 (dat artikel 45
wordt).

De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"Art. 45. In artikel 115 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 11 juli 1952 en 6 januari 1984, worden tussen het eerste en het tweede lid de volgende leden ingevoegd :".

.../...

Artikel 116 (dat artikel 46
wordt).

Artikel 63 van het voorstel schrijft reeds voor dat het bepaalde in dat artikel mede van toepassing is op de leden van de bestendige deputatie, zodat alleen naar artikel 91 van de provinciewet hoeft te worden verwezen.

Het artikel moet als volgt worden gesteld :

"Art. 46. Artikel 116 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 januari 1984, wordt vervangen als volgt :

"Art. 116. Artikel 91 is mede van toepassing op de bestendige deputatie"".

Artikel 117.

Deze bepaling moet uit het voorstel worden weggelaten, daar ze geen enkele wijziging aanbrengt in artikel 117 van de provinciewet.

Artikel 118 (dat artikel 47
wordt).

Artikel 118, § 2, van het voorstel is geredigeerd naar het voorbeeld van de artikelen 109 tot 111 van de nieuwe gemeentewet.

.../...

Deze omzetting houdt evenwel geen rekening met de bijzondere situatie van de provincie.

Het is begrijpelijk dat de burgemeester zowel de correspondentie van het college van burgemeester en schepenen als die van de gemeenteraad ondertekent, daar hij deze beide organen voorzit.

In het geval van de provincie zit de gouverneur de provincieraad echter niet voor. Paragraaf 2 behoort derhalve te worden aangepast aan die situatie.

Het artikel moet als volgt worden gesteld :

"Art. 47. In artikel 118 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 27 mei 1975, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste, tweede en derde lid vormen paragraaf 1;

2° een nieuwe paragraaf 2 wordt ingevoegd, luidende :

"...".

Artikel 118bis (dat artikel 48
wordt).

De tweede zin van artikel 118bis van het voorstel lijkt overbodig te zijn, gelet op het tweede lid van

.../...

artikel 120 van de provinciewet, dat bepaalt dat de griffier belast is met het bewaren van het archief, een artikel dat overigens overgenomen wordt in artikel 130bis van het voorstel.

De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"Art. 48. In dezelfde wet wordt een artikel 118bis ingevoegd, luidende :".

Titel VIII.

Titel VIII van het voorstel betreft het statuut van de provinciegouverneur. In de provinciewet wordt deze materie echter geregeld in titel IX. Om de redenen opgegeven in de voorafgaande opmerking, is het wenselijk de structuur en de nummering van de provinciewet te behouden.

Artikel 119.

Artikel 119 van het voorstel bevat zowel bepalingen uit artikel 4 van de provinciewet (§ 1) als uit artikel 126 van diezelfde wet (§§ 2 en 3).

Deze bepaling behoort te worden gesplitst en het bepaalde in paragraaf 1 van artikel 119 van het voorstel be-

.../...

hoort bij wijze van een rechtstreekse wijziging in artikel 4 van de provinciewet te worden opgenomen.

De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"Art. In artikel 4 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 3 april 1973 en 28 december 1994, worden het eerste en het tweede lid respectievelijk vervangen als volgt :".

Artikelen 120, 121, 122 en 123.

Aangezien het wenselijk is de huidige nummering van de provinciewet aan te houden en die bepalingen de artikelen 127, 128, 129 en 130 van de provinciewet overnemen zonder er wijzigingen in aan te brengen, moeten de bepalingen uit het voorstel worden weggelaten.

Artikel 124.

Artikel 124 van het voorstel neemt uitsluitend het tweede gedeelte over van de zin die artikel 131 van de provinciewet vormt.

Indien de bedoeling van de indieners van het voorstel erin bestaat het eerste gedeelte van de zin weg te laten, moet het artikel als volgt worden gesteld :

.../...

"Art. In artikel 131 van dezelfde wet vervallen de woorden "De gouverneur doet ten minste eens in het jaar de verificatie van de provinciale kas".

Titel VIII.

Hoofdstuk II.

Dit hoofdstuk handelt over de betrekkingen van de gouverneur met de raad of de bestendige deputatie. In de provinciale wet wordt zulks echter geregeld bij hoofdstuk I van titel IX. Ook hier dient de structuur van de provinciewet te worden aangehouden.

Artikel 125.

Deze bepaling, die betrekking heeft op het toezicht, is opgeheven bij de decreten van het Vlaamse en het Waalse Gewest van 22 februari 1995 en 20 juli 1989. De federale wetgever is dus niet bevoegd om die bepaling op te heffen.

Artikelen 126, 127, 128, 129 en 129bis.

Aangezien het wenselijk is de huidige nummering van de provinciewet aan te houden en die bepalingen respectievelijk de artikelen 122, 123, 124, 131bis en 5bis van de

.../...

provinciewet overnemen zonder er wijzigingen in aan te brengen, moeten die bepalingen uit het voorstel worden weggelaten.

Artikel 130.

Artikel 130, §§ 1 en 2, van het voorstel groepeerde het derde en het vierde lid van artikel 4 van de provinciewet en artikel 119, §§ 3, 4 en 5, van dezelfde wet. Alleen paragraaf 5 van artikel 130 brengt een wijziging aan in artikel 119, derde lid, van de provinciewet.

De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"Art. Artikel 119, derde lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 27 mei 1870, wordt vervangen als volgt :".

Artikel 130ter.

De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"Art. Artikel 121 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 27 mei 1870, wordt vervangen als volgt :".

.../...

Titel X.

Titel X van het voorstel handelt over het ambt van "provincieontvanger", terwijl titel X van de provinciewet de arrondissementscommissarissen betreft.

Teneinde de structuur van de provinciewet aan te houden, wordt voorgesteld een titel IXbis erin te voegen die de artikelen van het voorstel bevat welke handelen over het ambt van provincieontvanger, met dien verstande dat de nummering ervan aangepast wordt aan die van de provinciewet, te weten de artikelen 131ter tot 131terdecies.

De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"Art. In dezelfde wet wordt een titel IXbis ingevoegd met als opschrift "De provincieontvanger" en bestaande uit de artikelen 131ter tot 131terdecies, luidende :".

Artikelen 131 en 131bis.

De artikelen 131 en 131bis van het voorstel zijn geredigeerd naar het voorbeeld van artikel 53 van de nieuwe gemeentewet. De provinciale rekenplichtige, ingesteld bij artikel 113bis van de provinciewet, wordt vervangen door de provincieontvanger.

.../...

Artikelen 131ter tot 131sexies.

Deze bepalingen zijn respectievelijk geredigeerd naar het voorbeeld van de artikelen 55, 56, 61, 63 en 64 van de nieuwe gemeentewet en geven geen aanleiding tot opmerkingen.

Artikel 131septies.

Artikel 131septies van het voorstel neemt gedeeltelijk de bepalingen over van artikel 113bis van de provinciewet, dat de taken van de provinciale rekenplichtige vaststelt en geredigeerd is naar het voorbeeld van artikel 136 van de nieuwe gemeentewet. Artikel 131septies schrijft in tegenstelling tot deze laatste bepaling echter niet voor dat de provincieontvanger alleen en onder zijn verantwoordelijkheid de ontvangsten van de provincie moet innen en de betaalbaar gestelde uitgaven moet doen.

Bijgevolg is niet duidelijk of de provincieontvanger, ingesteld bij de artikelen 131 en volgende van het voorstel, vooraf en achteraf door het Rekenhof wordt gecontroleerd.

Artikelen 131octies en 131novies..

Deze bepalingen zijn geredigeerd naar het voorbeeld van de artikelen 28, 68 en 70 van de nieuwe gemeentewet; zij

.../...

bepalen evenwel niet welke instantie bevoegd is om de provincieontvanger een tuchtstraf op te leggen indien deze de verbodsbepalingen omschreven in artikel 131novies van het voorstel niet in acht heeft genomen.

De tekst moet terzake worden aangevuld.

Artikel 131decies.

Deze bepaling is geredigeerd naar het voorbeeld van artikel 138bis van de nieuwe gemeentewet, met weglating evenwel van paragraaf 5 van dat artikel. Het staat aan de indieners van het voorstel om te oordelen of het bepaalde in die paragraaf 5 moet worden behouden, waarbij die tekst wordt aangepast naar analogie van de situatie van de provincieontvanger.

Artikel 131undecies.

Artikel 131undecies van het voorstel neemt hoofdzakelijk artikel 114 van de provinciewet over, met dien verstande evenwel dat in het eerste en het vierde lid enkele wijzigingen worden aangebracht.

Het artikel moet als volgt worden gesteld :

.../...

"Art. In artikel 114 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 11 juli 1952, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het eerste lid worden de woorden "de algemene post-rekening van de provincie of op haar rekening bij het "Gemeentekrediet van België"" vervangen door de woorden "de algemene rekening van de provincie overeenkomstig artikel 113";
- 2° in het vierde lid vervalt de zin : "De inventarissen en processen-verbaal van vergelijking worden binnen een maand nadat zij zijn opgemaakt, in afschrift aan het Rekenhof gezonden".

Titel XI.

Titel XI van het voorstel handelt over de arrondissementscommissarissen, terwijl in de provinciewet die aangelegenheid behandeld wordt in titel X. Om de hierboven reeds aangehaalde redenen dient de structuur van de provinciewet te worden behouden.

Artikelen 132, 133, 134, 135, 136,
137, 138, 139 en 139bis.

Deze bepalingen moeten uit het voorstel worden weggelaten, aangezien ze geen enkele wijziging aanbrengen in

.../...

de artikelen 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139 en 139bis van de provinciewet.

Titel XII.

Artikel 140.

Het voorstel voegt in de provinciewet een titel XII in, met als opschrift "Bepaling gemeen aan de gouverneur, de griffier en de arrondissementscommissarissen".

Deze vermelding komt evenwel reeds voor in titel X van de provinciewet. Om de hierboven reeds aangehaalde redenen behoort de structuur van de provinciewet te worden behouden en moet artikel 140 derhalve opgenomen blijven in titel X.

Artikel 140 van het voorstel neemt artikel 140 van de provinciewet over, zonder er wijzigingen in aan te brengen. Deze bepaling moet bijgevolg uit het voorstel worden weggelaten.

De laatste zin van paragraaf 3, tweede lid, van de Franse tekst moet geschreven worden zoals voorgesteld is in de Franse versie van dit advies.

.../...

Titel XIV.

Het voorstel voegt in de provinciewet een nieuwe Titel XIV in met als opschrift "Bijzondere en overgangsbepalingen in verband met Brabant". Dit opschrift is thans evenwel dat van Titel XI van de provinciewet. Om de hierboven reeds uiteengezette redenen dient de structuur van de provinciewet te worden gehandhaafd.

Artikel 140bis.

Artikel 140bis van het voorstel neemt artikel 5 van de provinciewet over zonder er wijzigingen in aan te brengen. Deze bepaling moet bijgevolg uit het voorstel worden weggelaten.

Artikel 140ter.

Artikel 140ter van het voorstel neemt artikel 140bis van de provinciewet over en brengt in paragraaf 2 bepaalde wijzigingen aan.

Deze wijzigingen hebben betrekking op de veranderingen naar de artikelen van de provinciewet. Gelet op de reeds gemaakte opmerkingen, dient de huidige nummering van de artikelen te worden gehandhaafd.

Aangezien artikel 140ter van het voorstel geen enkele wijziging aanbrengt in artikel 140bis van de provinciewet, dient het uit het voorstel te worden weggelaten.

.../...

Artikelen 140quater, 140quinquies en 140novies.

Deze bepalingen dienen uit het voorstel te worden weggelaten aangezien zij de artikelen 140quater, 140quinquies en 140novies van de provinciewet overnemen zonder er wijzigingen in aan te brengen.

Artikelen 140sexies, 140septies, 140octies.

Als het in de bedoeling ligt van de indieners van het voorstel de artikelen 140sexies, 140septies en 140octies van de provinciewet op te heffen, dient een afzonderlijk artikel te worden geredigeerd luidende als volgt :

"Art. ... In dezelfde wet worden opgeheven :

- 1° artikel 140sexies, ingevoegd bij de wet van 16 juli 1993;
- 2° artikel 140septies, ingevoegd bij de wet van 11 juli 1994;
- 3° artikel 140octies, ingevoegd bij de wet van 11 juli 1994".

.../...

Artikel 141.

Als het in de bedoeling ligt van de indieners van het voorstel de Koning ermee te belasten de gezamenlijke wetteksten te coördineren betreffende de provincies, is het niet relevant te verwijzen naar de wet van 13 juni 1961 betreffende de coördinatie en de codificatie van de wetten, aangezien het in dat geval het coördinatiebureau van de Raad van State is dat belast wordt met de coördinatie, op verzoek ofwel "van de minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort, ofwel van de bevoegde minister".

De rechtpraak die van bij het begin van de werking van de Raad van State door de afdeling wetgeving is opgebouwd, heeft de coördinatie algemeen omschreven als een technisch procédé voor het samenbrengen in één tekst van wetsbepalingen die hetzelfde onderwerp hebben maar niettemin verspreid zijn over verschillende wetten (1).

Bijgevolg dient de omvang van de aan de Koning verleende bevoegdheid nauwkeurig te worden geformuleerd.

Overgangsbepalingen.

De opheffingsbepaling(en) dien(t)en te worden ingevoegd vóór de overgangsbepalingen van het voorstel.

(1) Chr. LAMBOTTE, "Technique législative et codification", uitg. Story-Scientia, 1988, blz. 185.

De vermelding "Overgangsbepalingen" mag vervallen.

Artikel 142.

Artikel 142 van het voorstel is uit menig oogpunt voor kritiek vatbaar. Zo mag een artikel van een wet niet worden opgeheven bij een grondwetsbepaling.

Vervolgens is het nutteloos te bepalen dat de artikelen 86 tot 91, tweede lid, van kracht blijven tot zij bij of krachtens de Grondwet worden opgeheven, aangezien het bepalingen betreft met betrekking tot het toezicht die reeds zijn opgeheven door de Gewesten of door de federale wetgever. Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 92 tot 95, die opgeheven zijn bij de wet van 18 mei 1872.

Artikel 116 van de provinciewet van zijn kant, is opgeheven bij het decreet van het Waalse Gewest van 20 juli 1989 en gewijzigd bij het Vlaamse decreet van 22 februari 1995. Artikel 125 van de provinciewet ten slotte, is opgeheven bij de voormelde decreten.

De federale wetgever is dus niet bevoegd om een overgangsregeling vast te stellen met betrekking tot die bepalingen. Artikel 142 van het voorstel moet bijgevolg vervallen.

.../...

Artikel 143.

Onder voorbehoud van de opmerking die is gemaakt over artikel 66 van het voorstel, wordt voorgesteld artikel 143 van het voorstel als volgt te redigeren :

"Art. 143. Artikel 66, vierde lid, van de provinciewet van 30 april 1836 blijft van kracht tot de datum van inwerking-treding van de nieuwe begrotings-, financiële en boekhoud-kundige voorschriften van de provincies, die de Koning, overeenkomstig artikel 66 van deze wet, moet vaststellen".

Artikel 144.

Artikel 144 van het voorstel heeft betrekking op de inwerkingtreding van de nieuwe Titel X van het voorstel, die gewijd is aan de provincieontvanger. Er wordt verwezen naar de opmerkingen inzake de nummering van de bepalingen en van de titel in kwestie.

De tweede zin van het derde lid van artikel 144 verwijst naar artikel 113bis, derde lid, van de provincie-wet, terwijl verwezen zou moeten worden naar het vierde lid van hetzelfde artikel.

Voorgesteld wordt artikel 144 van het voorstel als volgt te redigeren :

"Art. 144. De artikelen 113bis, eerste, tweede, derde en vijfde lid en 114 van de provinciewet van 30 april 1836

.../...

blijven van kracht tot de door de Koning vastgestelde datum van inwerkingtreding van de bepalingen van Titel VIIbis van dezelfde wet. De inwerkingtreding moet geschieden op de eerste januari van het kalenderjaar dat Hij aanduidt.

Artikel 113bis, vierde lid, blijft van kracht voor de rekenplichtigen die na de inwerkingtreding van titel VIIbis van deze wet met pensioen gaan.

Wanneer de bepalingen van de voormelde Titel VIIbis in werking treden, moeten de eindrekeningen van de provinciale rekenplichtigen afgesloten en goedgekeurd worden en, in voorkomend geval, dient hun kwijting te worden verleend, behalve voor degene die provinciaal ontvanger wordt".

Artikel 145.

Artikel 145 van het voorstel betreft de datum van inwerkingtreding van de nieuwe Titel XIII betreffende de provinciebedrijven. Voor de nummering van deze nieuwe titel wordt verwezen naar de commentaar bij de artikelen 113bis en 114 van de provinciewet.

Voorgesteld wordt artikel 145 van het voorstel als volgt te redigeren :

"Art. 145. De artikelen 114bis, 114ter en 114quater van de provinciewet van 30 april 1836 houden op van kracht te zijn op de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van Titel VIIter van dezelfde wet, behalve wat betreft het

.../...

opmaken van de rekeningen betreffende de financiële en boekhoudkundige verrichtingen die tot op dat tijdstip gedaan worden, en de goedkeuring van die rekeningen".

Titel XV. - De provinciale volksraadpleging.

Aangezien het nieuwe bepalingen betreft, dienen zij te worden ingevoegd vóór de opheffings- en overgangsbepalingen en de bepalingen omtrent de inwerkingtreding.

Om de huidige structuur van de provinciewet in acht te nemen, wordt voorgesteld een nieuwe Titel Xbis in te voegen, met als opschrift "De provinciale volksraadpleging", die de artikelen 140-1 tot 140-12 bevat.

Zoals in haar advies nr. L. 24.156/2 over een ontwerp dat de wet houdende instelling van de gemeentelijke volksraadpleging is geworden, wijst de afdeling wetgeving van de Raad van State de indieners van het voorstel erop, dat de Algemene Vergadering van de afdeling wetgeving in haar advies van 15 mei 1985 de grenzen heeft aangegeven waarbinnen een volksraadpleging op plaatselijk niveau kan worden ingesteld en georganiseerd zonder de Grondwet te schenden.

In het advies is ervan uitgegaan dat de raadpleging alleen aanvaardbaar is als de vragen enkel betrekking hebben op de aangelegenheden waarvoor de gemeenteraad bevoegd is, als het antwoord van de inwoners het gemeentebestuur niet bindt en als de raadpleging van de inwoners er niet toe strekt hen een kwestie te laten beslechten die behoort tot het gemeentelijk beleid.

.../...

Die grenzen kunnen worden getransponeerd in de provinciale volksraadpleging.

Artikel 146.

Artikel 146 van het voorstel bekrachtigt het beginsel volgens hetwelk de volksraadpleging alleen betrekking heeft op aangelegenheden van provinciaal belang. Deze bepaling moet worden samengelezen met artikel 151 van het voorstel, dat bepaalt wat dient te worden verstaan onder "aangelegenheden van provinciaal belang".

Sommige van de in dat artikel vermelde bepalingen betreffen evenwel geen aangelegenheden van provinciaal belang.

Dat is het geval voor de artikelen 69 en 79 van de provinciewet, die betrekking hebben op bepaalde bevoegdheden van algemeen belang.

Als het in de bedoeling ligt van de indieners van het voorstel om de werkingssfeer van de volksraadpleging uit te breiden tot aangelegenheden die zijn toegewezen aan de provinciale overheden, en die niet van provinciaal belang zijn, dient artikel 146 van het voorstel te worden gewijzigd door die aangelegenheden rechtstreeks op te noemen.

Artikel 151 van het voorstel verwijst naar artikel 69 van het voorstel dat artikel 69 van de provinciewet overneemt. In zoverre die bepaling een reeks uitgaven

.../...

opnoemt die ten laste zijn van de begroting van de provincie, rijst de vraag of deze verwijzing bestaanbaar is met het tweede lid van artikel 151 dat het volgende bepaalt : "Persoonlijke aangelegenheden en aangelegenheden betreffende de rekeningen, de begrotingen, de provinciebelastingen en -retributies kunnen niet het onderwerp van een raadpleging zijn".

Dezelfde opmerking lijkt te kunnen worden gemaakt in verband met de verwijzing naar artikel 71 van de provinciewet, dat het bedrag bepaalt van de wedden en pensioenen van de door de provincie bezoldigde bedienden, alsmede voor artikel 73 van de provinciewet.

De verwijzing naar artikel 77 lijkt niet op te gaan aangezien het voorstel dit artikel opheft.

Artikelen 147, 148 en 149.

Deze bepalingen zijn geredigeerd respectievelijk naar het voorbeeld van de artikelen 319, 320 en 321 van de nieuwe gemeentewet, waarvan de redactie werd voorgesteld door de afdeling wetgeving van de Raad van State in haar voormelde advies nr. L. 24.156/2.

Artikel 150.

Het vijfde lid van artikel 150 van het voorstel neemt het vijfde lid over van artikel 322 van de nieuwe

.../...

gemeentewet, waarover de afdeling wetgeving van de Raad van State, in haar advies nr. L. 24.156/2 het volgende heeft verklaard :

"Het koppelen van het percentage van deelneming aan de volksraadpleging aan het bekendmaken van de uitslag sluit gevaren in zich.

Als een minimumdrempel bereikt moet worden, kan zulks personen die aan de volksraadpleging willen deelnemen hiervan afbrengen als zij met het oog op succes aan die raadpleging beogen bij te dragen, zodat dit soort vooruitlopen op de feiten in de hand zal werken dat de drempel van 50 pct. niet wordt gehaald ... Als die veronderstelling herhaaldelijk bewaarheid wordt, zal de volksraadpleging als instituut zelf in gevaar komen.

Het verband dat door het ontwerp gelegd wordt tussen het percentage van deelneming en het opnemen van de stemmen brengt ook mee dat het onderwerp van de volksraadpleging indirect ruimer wordt. Het gaat er niet langer over sommige vragen gewoon met ja of nee te beantwoorden; het wordt mogelijk om zich tegen de stemopneming te verzetten en bijgevolg tegen de bekendmaking van de uitslag door zich openlijk te onthouden van deelneming aan de volksraadpleging. De drempel die daartoe behaald moet worden (de helft van het aantal kiezers min één) wordt namelijk berekend door bij de onthoudingen die gemotiveerd worden met een principiële afwijzing van de volksraadpleging, de onthoudingen te tellen die gebaseerd zijn op persoonlijke redenen ...

Het staat aan de wetgever om uit te maken of een minder ingrijpende regeling niet verkieslijk is, op grond waarvan het bijvoorbeeld verboden zou zijn om de uitslag van de stemopneming bekend te maken of ernaar te verwijzen als het percentage van deelneming niet wordt opgegeven. Subsidiair zou de motiveringsverplichting, voorgeschreven in het ontworpen artikel 325, eerste lid, kunnen vervallen beneden een deelnemingsdrempel die bij wet wordt vastgelegd".

Deze opmerking geldt tevens voor de onderzochte tekst.

Artikel 151.

In verband met het eerste lid, wordt verwezen naar de commentaar betreffende artikel 146 van het voorstel.

In het derde lid dienen de cijfer "16" en "40" voluit te worden geschreven.

Artikelen 152 en 153.

Deze bepalingen zijn geredigeerd naar het voorbeeld van de artikelen 324 en 325 van de nieuwe gemeentewet en er behoren geen opmerkingen bij te worden gemaakt.

Artikelen 155, 156 en 157.

Deze bepalingen zijn geredigeerd respectievelijk naar het voorbeeld van de artikelen 327, 328 en 329 van de nieuwe gemeentewet en er zijn geen opmerkingen bij te maken.

La chambre était composée de
Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

Y. KREINS,
P. LIENARDY,

J. DE GAVRE,
P. GOTHOT,

Madame J. GIELISSEN,
Mevrouw

Le rapport a été présenté par
M. J.-L. PAQUET, auditeur. La
note du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
Mme P. VANDERNACHT, référendaire
adjoint.

La concordance entre la
version française et la ver-
sion néerlandaise a été véri-
fiée sous le contrôle de
M. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit
président,
voorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

Het verslag werd uit-
gebracht door de H. J.-L. PAQUET,
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd op-
gesteld en toegelicht door
mevr. P. VANDERNACHT, adjunct-
referendaris.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.